



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 9 NOVEMBRE, 1895

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3609½

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 29 octobre dernier (1895), de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Comté de Beauharnois, ville de Beauharnois.— MM. Louis-Alexandre Seers, avocat, et André Leduc, junior, en remplacement de MM. J.-G. Laurendeau, avocat, et L.-C. Tassé, notaire.

Comté d'Ottawa, Bouchette.— MM. Pierre Sécyre et Ephrem Tremblay, en remplacement de MM. Abraham Lamoureux et Nazaire Talbot.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 5 novembre courant, 1895, de nommer M. Joseph Duplessis, commissaire d'écoles de la municipalité de Sainte-Sophie, comté de Terrebonne, en remplacement de M. Louis Brault, qui a quitté la municipalité.

4085

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9th NOVEMBER, 1895.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3610½

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 29th October last (1895), to make the following appointments, to wit :

School commissioners.

County of Beauharnois, town of Beauharnois.— Messrs. Louis Alexandre Seers, advocate, and André Leduc, junior, to replace Messrs. J. G. Laurendeau, advocate, and L. C. Tassé, notary.

County of Ottawa, Bouchette.— Messrs. Pierre Sécyre and Ephrem Tremblay, to replace Messrs. Abraham Lamoureux and Nazaire Talbot.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 5th of November instant, 1895, Mr. Joseph Duplessis, school commissioner for the municipality of Sainte Sophie, county of Terrebonne, to replace Mr. Louis Brault, who has left the municipality.

4086

BUREAU DU SECRÉTAIRE PROVINCIAL.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 22e jour d'octobre courant, de nommer H. B. Ames, B. A., de la cité de Montréal, écuyer, membre du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, en remplacement de E. B. Greenshields, qui a résigné.

4113

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 25 octobre 1895, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix dans et pour les districts respectifs suivants, savoir :

District de Gaspé :—MM. John Ballantyne et Azade Arseneault, du Cap-aux-Meules (Grindstone), Iles de la Madeleine, et Ernest Danjou, de Matapédia, comté de Bonaventure.

District de Montréal :—M. C. L. Shorey, de la cité de Montréal.

District de Québec :—M. Jacques Honoré Aurèle Grenier, caissier de la cour de circuit, à Québec.

District de Saguenay :—M. W. J. Lecocq, agent de la Compagnie Colas & Robin, à Sheldrake, comté de Saguenay.

District de Saint-François :—MM. George Robinson, de Stanstead, et Charles F. Whiteher, du village de Rockland, township de Stanstead.

District de Terrebonne :—MM. Michael Cuffling, de Morin Flats, et Charles R. Wesinborne, de Mille Isles, comté d'Argenteuil.

4115

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

Proclamations

Canada, }
Province de } J. A. CHAPLEAU.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } ATTENDU que sur pré-
Proc.-Gén. } sentation au conseil
municipal du comté de Wolfe, d'une requête des
deux tiers des électeurs municipaux qui sont en
même temps propriétaires habitant un certain terri-
toire y mentionné, situé dans le canton Dudswell,
dans le dit comté, dans Notre Province de Québec,
demandant l'érection de ce territoire en municipa-
lité de village, le dit conseil du dit comté de Wolfe
a nommé P. E. Lavergne, surintendant spécial, et
l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater
le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire
rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait
au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de
maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la
désignation des limites qui, dans son opinion, doi-
vent être données au territoire ci-après plus parti-
culièrement décrit, contenant au moins quarante
maisons habitées dans une étendue n'excédant pas
soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surinten-
dant spécial a été homologué sans amendement par
le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de
Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du

PROVINCIAL SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 22nd of October instant, to appoint H. B. Ames, B. A., of the city of Montreal, esquire, protestant member of the Council of Public Instruction, in the room of E. B. Greenshields, resigned.

4114

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 25th October, 1895, to associate the persons hereinafter named to the commission of the peace in and for the following districts, to wit :

District of Gaspé :—Messrs John Ballantyne and Azade Arseneault, of Cap aux Meules (Grindstone), Magdalen Islands, and Ernest Danjou, of Matapédia, county of Bonaventure.

District of Montreal :—Mr. C. L. Shorey, of the city of Montreal.

District of Quebec :—Mr. Jacques Honoré Aurèle Grenier, cashier of the circuit court, at Quebec.

District of Saguenay :—Mr. W. J. Lecocq, agent of the Company Colas & Robin, at Sheldrake, county of Saguenay.

District of Saint Francis :—Messrs. George Robinson, of Stanstead, and Charles F. Whiteher, of the village of Rockland, township of Stanstead.

District of Terrebonne :—Messrs. Michael Cuffling, of Morin Flats, and Charles R. Wesinborne, of Thousand Islands, county of Argenteuil.

4116

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

Proclamations

Canada, }
Province of } J. A. CHAPLEAU.
Quebec. }
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } WHEREAS, on presen-
Att.-General. } tation to the municipal
council of the county of Wolfe, of a petition from two-
thirds of the municipal electors who are at the same
time proprietors residing in a certain territory
therein mentioned, situated in the township Duds-
well, in the said county, in Our Province of Que-
bec, praying for the erection of this territory into a
village municipality, the said council of the said
county of Wolfe has named P. E. Lavergne, special
superintendent, charged to visit the said territory,
to establish the number of houses thereon erected
and inhabited, and to make a report on the said
petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has
made a report to the said council mentioning
the number of houses erected and inhabited on the
said territory, and the designation of the limits
which, in his opinion, should be assigned to the
territory hereinafter more particularly described,
containing at least forty inhabited houses in a space
not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special
superintendent has been homologated without
amendment by the council of the aforesaid county ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our
Province of Quebec, has, by and with the advice of

Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

Tout le territoire renfermant les lots de terre suivants, de l'arpentage primitif, savoir : tous les lots depuis le lot No. quatorze (14) inclusivement, jusqu'au lot No. vingt-trois (23), aussi inclusivement, dans le sixième (VI) rang du canton Dudswell, ainsi que tous les lots depuis le lot No. quinze (15), inclusivement jusqu'au lot No. vingt-trois (23) aussi inclusivement, du rang sept (VII) du dit canton Dudswell. Le dit territoire étant borné comme suit, savoir : vers le nord-ouest par la ligne entre le septième (VII) et le huitième (VIII) rangs, partie par celle qui divise le sixième (VI) rang du septième (VII) ; vers le sud-est par la ligne entre le cinquième (V) et le sixième (VI) rang ; vers le nord-est par la ligne de division entre les lots Nos. vingt-quatre (24) et vingt-trois (23) du sixième (VI) rang et par celle divisant les mêmes Nos. de lots du septième (VII) rang ; vers le sud-ouest par la ligne entre les lots Nos. treize et quatorze (13 et 14) du sixième (VI) rang et par celle divisant les lots Nos. quatorze et quinze (14 et 15) du septième rang du susdit canton de Dudswell.

La dite municipalité du village de Marbleton, comprenant un territoire formant une superficie de trois mille huit cents acres (3,800) de terre plus ou moins, sera détaché de la municipalité du canton Dudswell et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Marbleton" à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Marbleton, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

4125

Canada,
Province de }
Québec.
(L. S.)

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, } ATTENDU qu'il a plu au
Proc.-Général. } Dieu Tout Puissant,
dans sa bonté extrême, d'accorder cette année à la province de Québec, une abondante récolte et d'autres bienfaits ;

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage notre population toute entière doivent

the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

All the territory comprising the following lots of land of the original survey, to wit : all the lots from lot No. fourteen (14), inclusively, to lot No. twenty-three (23) also inclusively, in the sixth (VI) range of the township of Dudswell, as also all the lots from lot No. fifteen (15) to lot No. twenty-three (23) also inclusively, of the seventh (VII) range of the said township of Dudswell. The said territory being bounded as follows, to wit : on the north west partly by the line between ranges seven (VII) and eight (VIII), partly by the one dividing range six (VI) from range seven (VII) ; on the south east by the line between ranges five (V) and six (VI) ; on the north east by the division line between lots Nos. twenty-four (24) and twenty-three (23) of range six (VI), and by the one dividing the same Nos. of lots of range seven (VII) ; on the south west by the line between lots Nos. thirteen and fourteen (13 and 14), of range six (VI) and by that dividing lots Nos. fourteen and fifteen (14 and 15), of range seven (VII) of the said township Dudswell.

The said village municipality of Marbleton, comprising a territory of three thousand eight hundred (3800) acres shall be detached from the municipality of the township of Dudswell, and shall form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Marbleton," from this day.

And we do hereby constitute, erect and declare the said village of Marbleton, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTY-FIRST day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-five and in the fifty-ninth year of Our Reign.

By Command,

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

4126

Canada,
Province of }
Quebec.
(L. S.)

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, } WHEREAS Almighty
Atty. General. } God has been pleased, in His extreme goodness, to grant this year an abundant harvest and other blessings to the Province of Quebec.

We, therefore, considered that these blessings enjoyed by Our entire population call for a solemn

être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, JEUDI, le VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, comme JOUR D'ACTIONS DE GRÂCES pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder à la province de Québec durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos biens aimés sujets de Notre province de Québec d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce HUITIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quinze, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

3895

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA
COLONISATION.

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné, que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture et de la colonisation la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de MÉGANTIC, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Sainte-Anastasia de Nelson.

LOUIS BEAUBIEN,
Commissaire de l'Agriculture et de la
Colonisation.

Québec, 7 novembre 1895.

4165

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et per us d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Colbert.

Lot 48, du 12^e rang, à Edouard Samson.

Canton Taillon.

Lots 6 et 7, du 1^{er} rang, à Maurice Fournier.

Lot 1, du 2^e rang, à David Dufour.

Lot 3, du 2^e rang, à Louise Savard.

Lot 5, du 2^e rang, à Zilva Dufour.

and public acknowledgment. Accordingly, We have fixed, by and with the advice of the Executive Council of Our Province of Quebec, THURSDAY the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER next, as a DAY of GENERAL THANKSGIVING to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings which He has been pleased to grant to the Province of Quebec during this year. And We do invite all Our loving subjects of Our Province of Quebec to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved, the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-five, and in the fifty-ninth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

3896

Government Notice

DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND COLONI-
ZATION.

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given, that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture and colonization the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club which is hereby constituted in corporation.

In the county of MÉGANTIC, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmer's club of the parish of Sainte-Anastasia de Nelson.

LOUIS BEAUBIEN,
Commissioner of Agriculture and
Colonization.

Quebec, 7th November, 1895.

4166

PROVINCE OF QUÉBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Colbert.

Lot 48, of 12th range, to Edouard Samson.

Township Taillon.

Lots 6 and 7, of 1st range, to Maurice Fournier.

Lot 1, of 2nd range, to David Dufour.

Lot 3, of 2nd range, to Louise Savard.

Lot 5, of 2nd range, to Zilva Dufour.

Canton Normandin.
 Lot 50, du 7e rang, à Dme Rachel Dubeau.
Canton Peterborough.
 Lot 26, du rang B est, à Jos. Boucher.
 E. E. TACHE,
 Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
 Québec, 9 novembre 1895. 4167

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants, des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
 Adj. 6377.

Lytton.

Lot 42, du 4e rang, à John Foster.
 Lot 47, du 4e rang, à Mathew McGee.
 Lots 48 et 49, du 4e rang, à Francis McGuire.

Lot 50, du 4e rang, à Wm. Kelly.

E. E. TACHE,
 Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
 Québec, 30 octobre 1895.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
 Adj. 6376.

Villeneuve.

Lot 1, du 4e rang, à Vitalice Laflamme.

E. E. TACHE,
 Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
 Québec, 29 octobre 1895. 4037 2

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Parent.

Lot 30, du 1er rang, à André Villeneuve.

Lot 31, du 1er rang, à Pierre Guay.

E. E. TACHE,
 Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
 Québec, 31 octobre 1895. 4039-2

Township Normandin.
 Lot 50, of 7th range, to Mrs. Rachel Dubeau.
Township Peterborough.
 Lot 26, of range B east, to Jos. Boucher.
 E. E. TACHE,
 Assistant Commissioner.

Crown Lands Department,
 Quebec, 9th November, 1895. 4168

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6377.

Lytton.

Lot 42, in the 4th range, to John Foster.
 Lot 47, in the 4th range, to Mathew McGee.
 Lots 48 and 49, in the 4th range, to Francis McGuire.

Lot 50, in the 4th range, to Wm. Kelly.

E. E. TACHE,
 Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,
 Quebec, 30th October, 1895.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
 Adj. 6376.

Villeneuve.

Lot 1, in the 4th range, to Vitalice Laflamme.

E. E. TACHE,
 Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,
 Quebec, 29th October, 1895. 4038

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Parent.

Lot 30, of 1st range, to André Villeneuve.

Lot 31, of 1st range, to Pierre Guay.

E. E. TACHE,
 Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,
 Quebec, 31st October, 1895. 4040

Liste des livres approuvés, révisée par le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, le 10e jour de mai 1895, conformément à l'article 1928 S. R. Q., et approuvée par ordre en conseil le 26e jour de juillet 1895.

List of authorized text-books revised by the Protestant Committee of the Council of Public Instruction, 10th May, 1895, in accordance with article 1928 R. S. Q., and approved by order in council 26th July, 1895.

Sujet.—Subject.	Livres approuvés.—Text-books.	Editeurs.—Publishers.	Prix.—Price.
Lecture—Reading.....	Canadian Readers devant être remplacés sous peu par une addition révisée aux frais des éditeurs, devant être appelés "The Quebec Readers." (prêt en sept. 1896)—Canadian Readers to be replaced at an early date by a revised edition at the expense of the publishers to be called "The Quebec Readers." (Ready Sept. 1896). Royal Readers.....	Ed. Book Company..... T. Nelson & Sons.....	8 cts.
Orthographe—Spelling.....	The Practical Speller (Revised)..... Grafton's Word and Sentence Book.....	Ed. Book Company..... F. E. Grafton & Sons.....	0 30 0 30
Ecriture—Writing.....	Gage's System of Practical Penmanship. Grafton's System of Vertical Penmanship..... Business Forms and Accounts..... Jackson's System of Upright Penmanship.....	Ed. Book Company..... Grafton & Sons..... The Copp, Clark & Co..... Sampson, Marston, Low & Co.	0 07 0 08 0 10 0 06
Arithmétique—Arithmetic.....	Kirkland & Scott's Elementary (Revised) Martin's Simple Rules..... Grafton's Graded Arithmetic.....	Ed. Book Company..... Copp, Clark Co..... Grafton & Sons.....	0 30 0 10 0 15
Anglais—English.....	Meiklejohn's Shorter Grammar with appendix.....	Ed. Book Company.....	0 30
Géographie—Geography.....	Calkin's Introductory (Quebec Edition). Geographical Readers..... Geographical Readers.....	T. Nelson & Sons..... Cassels..... Chambers.....	0 65
Histoire Sainte — Scripture History.....	The Holy Scriptures. McLearn's Old and New Testament.....	Macmillan & Co.....	0 30
Histoire du Canada — Canadian History.....	Miles' Child History..... Miles' School History..... Robertson's History..... Jeffer's History..... Buckley's High School History.....	Dawson Bros..... Dawson Bros..... Copp, Clark & Co..... Canada Pub. Co..... Copp, Clark & Co.....	0 50 0 60 0 30 0 30 0 65
Histoire Anglaise — English History.....	"Things New and Old"..... Historical Readings.....	Cassel & Co..... MacMillan & Co.....	
Algèbre—Algebra.....	Todhunter's Algebra for Beginners..... C. Smith's Elementary Algebra.....	" " " "	0 60 1 00
Géométrie—Geometry.....	Todhunter's Euclid..... Hall & Stephen's Euclid.....	" " " "	0 75 1 00
Français—French.....	Curtis' Oral Exercises, parts I, II, and III..... Worman's First French Book..... Curtis' and Gregor's French Reader, part I..... Fasquelle's Introductory..... Mrs. Molesworth's French Life in Letters.....	W. Drysdale & Co., .5, .5 &.. American Book Co..... W. Drysdale & Co..... Dawson Bros..... MacMillan Co.....	0 10 0 30 0 30 0 40 0 45
Latin.....	Smith's Principia Latina part I..... Collar and Daniell, Beginner's Latin Book..... Ritchie's Fabule Faciles.....	Murray..... Ginn & Co..... Longmans, Green.....	1 00 1 00 0 75
Physiologie et Hygiène — Physiology and Hygiene.....	Nattress.....	Brigg's.....	0 25
Dessin—Drawing.....	Dominion Freehand Drawing Course.....	Foster, Brown & Co.....	
Musique—Music.....	Cringan's Canadian Music Course..... Curwen's Tonic Sol-Fa Series..... Bayley and Ferguson's Tonic Sol-Fa Series.....	Canada Pub. Co..... Curwen & Son..... Bayley & Ferguson.....	

IIe CLASSE.—POUR LE COURS D'ACADEMIE.—CLASS II.—FOR THE ACADEMY COURSE.

Sujet.—Subject.	Livres approuvés.—Text-books.	Editeurs.—Publishers.	Prix.—Price.
Lecture—Reading.....	(Voir classe Ière—See class I.).....		\$ cts.
Ecriture—Writing.....	do do do		
Orthographe—Spelling..	do do do		
Tenue des livres—Book-keeping.....	Standard Bookkeeping.....	Ed. Book Company	0 65
	High School Bookkeeping.....	Copp. Clark & Co	0 65
Arithmétique—Arithmetic.....	Hamblin Smith's Arithmetic.....	Ed. Book Company.....	0 60
Anglais—English.....	Meiklejohn's New Grammar	A. M. Holden.....	0 75
	do English Language.....	" "	0 30
	do English Literature.....	" "	0 45
Géographie—Geography	Chase's High School Geography	Canada Pub. Co.....	1 00
Histoire—History.....	Green's Primer of Greece.....	MacMillan & Co.....	0 30
	Green's Primer of Rome.....	" "	0 30
Algèbre et Géométrie—Algebra and Geometry	(Voir classe Ière—See class I.).....		
Trigonométrie—Trigonometry.....	Hamblin Smith's Elementary	Ed. Book Company	0 75
Français—French.....	Bertenhaw's French Grammar	Longmans.....	0 50
	Darey's Grammaire Française.....	Dawson Bros.....	0 50
	Curtis and Gregor's Progressive French Reader, part II.....	W. Drysdale & Co	0 50
	Darey's Lectures Françaises.....	Dawson Bros.....	0 75
Allemand—German.....	Van Der Smissen's H. S. Grammar....	Copp. Clark & Co.....	0 75
Latin—Latin.....	Kennedy's Revised Latin Primer.....	Longmans.....	0 75
	Smith's Smaller Grammar.....	Murray.....	1 00
	Allen Greenough's Grammar.....	" "	1 00
	Collar's Latin Prose Composition.....	Ginn & Co	1 00
Grec—Greek.....	Smith's Initia Græca.....	Murray.....	1 00
	White's Beginners Greek Book.....	Ginn & Co	1 25
	Rutherford's First Greek Grammar (Accidence).....	MacMillan & Co.....	0 60
	Underhill's Easy Exercises in Greek (Accidence).....	" "	0 60
	Goodwin's Greek Grammar	Rose Pub. Co.....	1 25
Physique—Physics.....	Gage's Introduction to Physical Science.	Ginn & Co.....	1 00
	Fessenden's High School Physics.....	Ed. Book Company	1 00
Chimie—Chemistry.....	Remsen's Elements.....	MacMillan & Co.....	0 75
Botanique—Botany.....	Spotton's High School Botany.....	Ed. Book Company.....	1 00
	How Plants Grow (Gray).....	Am. Book Co.....	0 60
Dessin—Drawing.....	Vere Foster's.....		
Physiologie et Hygiène—Physiology and Hygiene.....	Cutter's Intermediate.....	Lippincott.....	0 60

1900-95.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 22 octobre 1895.

Avis public est par le présent donné qu'un examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles protestantes aura lieu au département de l'Instruction publique, Québec, à 9 heures a. m., vendredi, le 22^e jour de novembre prochain.

Les candidats sont requis d'envoyer leurs requêtes et certificats accompagnés d'une somme de six piastres, à G. W. Parmelee, secrétaire du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, Québec. P. C. rég. 4, 5, 6.

BOUCHER DE LABRUÈRE,

3981-3

Surintendant.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 8 octobre 1895.

Avis est par le présent donné, en conformité aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le quatorzième jour de novembre prochain; qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le vingt-unième jour du même mois; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le vingt-huitième jour du dit mois de novembre.

L. G. DESJARDINS,

3705-5

Greffier de l'Assemblée législative.

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAIT DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée; ou s'il n'y paraît pas de journal la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent être présentées au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat

1900-95.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 22nd October, 1895.

Public notice is hereby given that an examination of candidates for the office of inspector of protestant schools will be held at the department of Public Instruction, Quebec, at 9 a. m., on Friday, the 22nd of November next.

Candidates are requested to send their applications and certificates accompanied with a deposit of six dollars, to G. W. Parmelee, secretary of the protestant committee of the council of Public Instruction, Quebec. P. C. reg. 4, 5, 6.

BOUCHER DE LABRUÈRE,

3982

Superintendent.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 8th October, 1895.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the fourteenth day of November next; that no private bill shall be introduced after the twenty-first day of said month; that no report of any standing and select committee upon a private bill shall be received after the twenty-eighth day of the said month of November.

L. G. DESJARDINS,

3706

Clerk of the Legislative Assembly.

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All application for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette*, and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure, or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the province of Quebec and Manitoba, the notices must be published in the like manner in the english and french languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bill," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments of piers, etc.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same; and a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented in the Senate, and House of Commons within the first three weeks of the Session.

Private Bills are to be presented to the Senate or

ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.
J. G. BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.

REGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

EDOUARD J. LANGEVIN,
3269-2 Greffier du Sénat.

EXTRAIT DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été revisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être revisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Résolu,—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :—

43. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces

House of Commons within the first four weeks of the Session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.
J. G. BOURINOT,
Clerk of the House of Commons.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notices shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

EDOUARD J. LANGEVIN,
3270 Clerk of the Senate.

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway company, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officer, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules shall be returned to the promoters to be re-cast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character with, in, or in any way affecting the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking and the manner in which it is proposed to raise the same shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved,—That the clerk of the House do have a copy of the amended rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future.

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith.

mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3271

Greffier des Communes.

together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3272

Clerk of the Commons.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 51, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autre travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant le territoire communal, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis d'a péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 51, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amend-

des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3261

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législation de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoir ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la

ments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

3262

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, which relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official*;

Gazette Officielle de Québec, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que "on désirera étudier et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de

Gazette, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English, and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railways turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the

téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

3263 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Application sera faite à la législature, à sa présente session, par "L'Ecole de médecine vétérinaire de Montréal" et "L'Ecole vétérinaire française de Montréal," pour un bill pour fusionner ces deux institutions et les constituer en une seule sous le nom de "L'Ecole vétérinaire de Montréal."

BEIQUE, LAFONTAINE, TURGEON
& ROBERTSON,
Avocats des requérants.
Montréal, 30 octobre 1895. 4093

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte incorporant une compagnie ayant pour objet l'établissement et le maintien sur une base permanente d'une exposition agricole et industrielle pour le district des Trois-Rivières, dans la province de Québec, et pour les autres localités qui contribueront à cette exposition et qui y concourront, la dite compagnie à fonds social appelée "L'Association Agricole du district des Trois-Rivières," avec pouvoir d'acquérir toutes terres ou terrains, privilèges, bonus ou aides, ensemble tous les autres pouvoirs et privilèges nécessaires à cet effet.

P. N. MARTEL,
Avocat des requérants.
Trois-Rivières, 17 octobre 1895. 4021-2

Avis est par le présent donné qu'un bill sera présenté à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Joseph Abel Fortin, gentilhomme, de Saint-Hubert, pour lui permettre de pratiquer la médecine dans la province de Québec.

CRESSE & DESCARRIES,
Procureurs du requérant.
Montréal, 16 octobre 1895. 3889-3

AVIS PUBLIC.

A la prochaine session de la législature de la province de Québec, Olivier Maurice Augé, Conseil de la Reine; Samuel Glesnor, importateur; Joseph Paul Coutlée, marchand; Francis J. Hackett, médecin; Michael Donnelly, encanteur; Thomas Harris, journaliste; Jacques Auguste Leblanc, médecin, tous de la cité et du district de Montréal, et Ls. Jules Bélanger, avocat, de la cité et du district de Québec, demanderont à la dite législature l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Association Protectrice de Bienfaisance du Canada," ainsi que toutes personnes qui, à l'avenir, feront partie de la dite association.

Cette association a pour but de protéger et secourir les hommes, les femmes et les enfants.

3897-4 GLOBENSKY & LAMARRE,
Avocats des requérants.

positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

3264 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

An application will be made to the legislature, at its present session, by "L'Ecole de médecine vétérinaire de Montréal," and "L'Ecole vétérinaire française de Montréal," for a bill to unite together these two institutions and constitute them one corporation under the name of "L'Ecole vétérinaire de Montréal."

BEIQUE, LAFONTAINE, TURGEON
& ROBERTSON,
Solicitors for petitioners.
Montreal, 30th October, 1895. 4094

Notice is hereby given that an application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the granting of an act incorporating a company for the purpose of establishing and keeping on a permanent basis and agricultural and industrial exhibition for the district of Three Rivers, in the province of Quebec, and such other places as may contribute towards, and take part in such exhibition, the said company being a joint stock company called "L'Association Agricole du district des Trois-Rivières," with power to acquire all lands, privileges, bonuses or aids, also all other powers and privileges required to this effect.

P. N. MARTEL,
Attorney for applicants.
Three Rivers, 17th October, 1895. 4022

Notice is hereby given that a bill shall be presented to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by Joseph Abel Fortin, gentleman, of Saint-Hubert, to allow him to practice medicine in the province of Quebec.

CRESSE & DESCARRIES,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 16th October, 1895. 3890

PUBLIC NOTICE.

At the next session of the legislature of the province of Quebec, Olivier Maurice Augé, Q. C.; Samuel Glesnor, importer; Joseph Paul Coutlée, merchant; Francis J. Hackett, physician; Michael Donnelly, auctioneer; Thomas Harris, journalist; Jacques Auguste Leblanc, physician, all of the city and district of Montreal, and Ls. Jules Bélanger, advocate, of the city and district of Quebec, will apply for an act incorporating them and all other persons who shall hereafter form part of said association, under the name of "The Protective Benefit Association of Canada."

The aim and object of the said association are the mutual and fraternal assistance and protection of men, women and children.

3808 GLOBENSKY & LAMARRE,
Attorneys for petitioners.

AMENDEMENTS.

La cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour qu'il soit adopté un acte à l'effet d'amender sa charte et les différents actes qui l'amendent, de la manière suivante :

1° Pour autoriser le conseil de la cité de Montréal à accorder une indemnité aux échevins pour leurs services ; à changer le nom de l'inspecteur de la cité en celui d'ingénieur de la cité ; à nommer un président des évaluateurs ; à modifier les avis de vente d'immeubles ; à exercer un recours dans certains cas contre le locataire ou l'occupant d'un édifice en face duquel un accident aura été causé par le mauvais état du trottoir ; à exiger l'intérêt légal sur toute répartition pour amélioration de rues à compter du dépôt des indemnités au greffe et aussi sur le coût des drains ou égouts

2° Pour amender la loi relatives aux privilèges sur les immeubles dont une partie seulement aura été affectée par une répartition ou cotisation spéciale.

3° Pour amender les clauses relatives aux certificats de décès et aux pouvoirs de l'officier de santé, ainsi que les clauses concernant la saisie et la confiscation du lait dans la cité ou en dehors de ses limites.

4° Pour que le trésorier de la cité puisse se faire représenter dans les cas de saisie-arrêts.

5° Pour amender les sections de la charte concernant la préparation et la révision de la liste parlementaire et de la liste municipale.

6° Pour amender la clause 222, 52 Victoria, chapitre 79, relative aux expropriations annuelles de manière à revenir à l'ancienne loi et pour autoriser le conseil à effacer les nouvelles lignes.

7° Pour modifier et simplifier le mode d'expropriation relativement à la manière dont les offres devront être faites, à la nomination et aux pouvoirs des commissaires, au système de procédure à suivre, et à l'achat et à la vente des propriétés sujettes à l'expropriation.

8° Pour amender les clauses relatives à l'allocation des crédits nécessaires pour les dépenses ordinaires de la cité et pour les travaux permanents.

9° Pour que le conseil municipal ne soit pas tenu d'exécuter les améliorations qui excéderont le pouvoir d'emprunt de la cité.

10° Pour obtenir les moyens d'améliorer la position financière de la cité, de faire face à ses obligations et d'augmenter ses revenus, en modifiant le système de taxation, en obtenant le droit d'emprunter ou d'imposer de nouvelles taxes sur les poteaux télégraphiques, téléphoniques et électriques, sur certaines branches de commerce et d'industrie.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Bureau du greffier de la cité,
Hôtel de ville.
Montréal, 22 octobre 1895.

3921-3

AVIS.

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session, application sera faite à la législature de la province de Québec pour obtenir un acte pour incorporer "The Coulonge and Crow River Boom Company", par John Bryson et George Bryson, conseiller législatif, tous deux de Fort Coulonge, marchands de bois, Alexander Barnett, marchand de bois, et George B. Campbell, agent, tous deux de Renfrew, dans la province d'Ontario, et Alexander Fraser, marchand de bois, et John R. Booth, marchand de bois, tous deux d'Ottawa, dans la dite province d'Ontario, pour eux-mêmes et d'autres, avec pouvoir de faire le commerce de voituriers et de construire et établir des estacades ou booms et

AMENDMENTS.

The city of Montreal shall apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an Act to amend its charter and the different acts amending the same, as follows :

1° To authorize the city council to grant the aldermen an indemnity for their services ; to change the name of the city surveyor to that of the city engineer ; to appoint a chairman of the assessors ; to modify the notices of sales of immovables ; to exercise a recourse in certain cases against the tenant or the occupier of a building opposite which an accident shall have been caused by the bad condition of the sidewalk ; to exact legal interest on all assessment for street improvements from the time the indemnities shall have been deposited at the prothonotary's office and also on the cost of drains and sewers.

2° To amend the law concerning the privileges on the immovables whereof a portion only shall have been affected by a special assessment.

3° To amend the clauses concerning the certificates of death and the powers of the health officer, as well as the clauses concerning the seizure and confiscation of milk in the city or outside its limits.

4° To enable the city treasurer to be represented in cases of attachments (*saisies-arrêts*).

5° To amend the sections of the charter concerning the preparation and revision of the parliamentary list and the municipal list.

6° To amend clause 222, 52 Vict., chap. 79, concerning annual expropriations, so as to come back to the old law and to authorize the council to erase the new lines in certain cases.

7° To modify and simplify the mode of expropriation with regard to the manner in which the offers shall be made, to the appointment and powers of the commissioners, to the system of procedure to be followed, and to the purchase and sale of properties subject to expropriation.

8° To amend the clauses concerning the granting of the appropriations required for the ordinary expenditure of the city and for permanent works.

9° To relieve the council from carrying out the improvements which shall exceed the borrowing power of the city.

10° To obtain the means of improving the financial position of the city, of meeting its obligations, and of increasing its revenue by obtaining the right to modify the system of taxation to borrow money or to impose additional taxes on telegraph, telephone and electric poles, or certain branches of trade and industry.

L. O. DAVID,
City clerk.

City clerk office,
City Hall.

Montreal, 22nd October, 1895.

3922

NOTICE.

Notice is hereby given that at the approaching session of the legislature at Quebec, application will be made for an act to incorporate "The Coulonge and Crow River Boom Company", by John Bryson and George Bryson, legislative councillor, both of Fort Coulonge, lumberers, Alexander Barnett, lumberer, and George B. Campbell, agent, both of Renfrew, in the province of Ontario, and Alexander Fraser, lumberer, and John R. Booth, lumberer, both of Ottawa, in said province of Ontario, for themselves and others, with power to carry on the business of common carriers and to construct and establish booms and other works necessary to facilitate the transmission of timber, lumber, pulpwood, saw

autres travaux et constructions nécessaires pour faciliter la descente et transmission de bois rond et carré, bois de sciage, billots, bois de pulpe et autres bois, ainsi que de collecter, sauver, ramasser, encafer et mettre en estacade et transmettre tels bois et d'en faire la descente dans les rivières Coulonge et Crow d'aucun point sur les rives partant de la tête des dites rivières à aller jusqu'aux estacades du gouvernement, près de l'embouchure de la rivière Coulonge, et d'acquérir pour cette fin toutes propriétés et tout matériel nécessaires.

Le montant du capital par actions de la compagnie sera de \$25,000.00.

J. M. McDOUGALL,

Procureur des applicants.

Hull, 22 octobre 1895.

3967-3

Avis public est par le présent donné que la municipalité du village de Senneville s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser une assemblée pour l'élection d'un conseil, et de fixer la date de la dite élection.

ABBOTTS, CAMPBELL & MEREDITH,

Procureurs des requérants.

Montréal, 15 octobre 1895.

3863-4

AVIS.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un projet de loi à l'effet d'amender, de concert avec la compagnie dite "L'Ancien pont de Bécancourt & Cie", la charte octroyée à Léon Montplaisir par la 46e Vict., chap. 60, l'autorisant à construire, à Bécancourt, un certain pont de péage, quant à la partie de la dite charte qui réfère aux taux de péage, à la manière de les collecter et aux obligations de certaines personnes tenues de les payer.

F. S. TOURIGNY,

Procureur des requérants.

Trois-Rivières, 8 octobre 1895.

3855-4

Les exécuteurs testamentaires chargés de l'administration de cette partie des biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour demander :

1° La modification de leur pouvoir d'aliénation des dits biens et l'autorisation de les hypothéquer dans des conditions déterminées ;

2° Que la décharge mentionnée dans l'article 7 de l'acte 56 Victoria, chapitre 93 soit, après reddition de compte, applicable au passé comme à l'avenir.

Montréal, 15 octobre 1895.

3845-4

AVIS.

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Henri fera application à l'Assemblée législative de la province de Québec à sa première session, pour amender sa charte de façon à lui conférer les pouvoirs suivants : 1° Le droit de prolonger des rues existantes, ou d'en ouvrir de nouvelles, sur une largeur moindre que soixante-six pieds ; 2° Le droit de ratifier les plans d'expropriation des rues Saint-Jean et Sainte-Emilie tels qu'ils ont été préparés, avec une largeur moindre que soixante-six pieds ; 3° Le droit de légaliser l'achat du terrain Davidson au prix de \$12,000 ; 4° Le privilège de ne pas être forcée d'exproprier dans un délai déterminé les propriétés désignées au plan de la cité comme devant être expropriées, et pour divers autres objets.

MADORE & GUERIN,

3837-4

Procureurs de la cité de Saint-Henri.

logs and other wood wares, and collect, save, raft, boom and transmit the same in and down the Coulonge and Crow rivers from any point from the head of such rivers to the government boom, near the mouth of the Coulonge river, and acquire and own all property and plant necessary therefor.

The capital stock of the said company shall be \$25,000.00.

J. M. McDOUGALL,

Attorney for applicants.

Hull, 22nd October, 1895.

3968

Public notice is hereby given that the municipality of the village of Senneville will apply, at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an enabling act to authorize the holding of a meeting for the election of a council, and to fix the date for the holding of such election.

ABBOTTS, CAMPBELL & MEREDITH,

Attorneys for applicants.

Montreal, 15th October, 1895.

3864

NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session for an act to amend, in concert with the company called "L'Ancien Pont de Bécancourt & Cie", the charter granted to Léon Montplaisir, by the 46th Vict., chap. 60, authorizing him to build at Bécancourt, a certain pay bridge, with regard to the part of said charter which refers to the tolls, to the manner of collecting them and to the obligations of certain persons to pay them.

F. S. TOURIGNY,

Attorney for petitioners.

Three Rivers, 8th October, 1895.

3856

The testamentary executors entrusted with the administration of that part of the estate of the late François Xavier Beaudry, bequeathed for charitable purposes, will apply to the legislature, at its next session, to ask :

1° The modification of their power of alienation of the immovable property of said estate and authorization to mortgage the same under specified conditions.

2° That the discharge mentioned in section 7 of the Act 56 Victoria, chapter 93, shall, after account rendered, apply to the past as well as to the future.

Montreal, 15th October, 1895.

3846

NOTICE.

Notice is hereby given that the city of Saint Henry will apply to the Legislative Assembly of the province of Quebec, at its first session, to amend its charter so as to confer on it the following powers : 1° The right to prolong its actual streets or to open new ones at a width less than sixty-six feet ; 2° The right to ratify the expropriation plans of Saint John and Saint Emily streets, such as they have been prepared, with a width less than sixty-six feet ; 3° The right to legalize the purchase of the Davidson property at the price of \$12,000 ; 4° The privilege of not being compelled to expropriate within a determined delay the properties indicated on the plan of the city as to be expropriated, and for various other purposes.

MADORE & GUERIN,

3838

Attorneys of the city of Saint Henry.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour incorporer The James Shearer Company, dans le but de faire les affaires d'entrepreneurs et constructeurs en général, et comme manufacturiers de châssis, portes, persiennes, moulures et ouvrage en bois de toute description, avec le droit d'acquiescer, posséder, louer et exploiter des limites à bois et pour d'autres fins. Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 9 octobre 1895. 3741-5

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, qu'à la prochaine session de la législature de cette province, un projet de loi sera présenté pour amender la loi concernant la tenure des terres aux Îles-de-la-Magdeleine : 1° Quant au temps pendant lequel le rachat des rentes peut se faire et les avis à donner à cet effet ; 2° Pour permettre aux occupants de plusieurs immeubles inclus dans le même titre, le droit de ne racheter qu'un seul ou plusieurs de ces immeubles, et aussi pour d'autres fins.

E. J. FLYNN,
3769-5 Commissaire des Terres de la Couronne.

AVIS.

Les syndics de la ferme modèle de Compton s'adresseront à la législature durant la prochaine session, afin d'obtenir des amendements à leur acte d'incorporation quant au nombre et à la nomination des syndics, et aussi pour leur permettre de faire tels arrangements que bon leur semblera avec le gouvernement et avec la municipalité du village de Compton, quant à la ferme désignée dans leur dit acte d'incorporation.

MULVENA & LEBLANC,
Procureurs des syndics de la
ferme modèle de Compton.

Compton, 5 octobre 1895. 3739-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Gaspard F. X. Massue, gentilhomme, du village de Varennes, pour être admis à l'étude de la profession d'avocat dans la province de Québec.

BISAILLON, BROSSEAU & LAJOIE,
Procureurs du requérant.

Montréal, 1er octobre 1895. 3645-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir en faveur des acquéreurs un acte afin d'approuver et ratifier la vente d'une partie du lot de cadastre No. 139, de la paroisse de Montréal, en vertu d'un acte de vente de Benjamin Decary à James Armstrong, et John J. Cook, devant A. C. Decary, N. P., le 2e jour d'octobre 1890, et le paiement du prix d'achat.

CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 28 septembre 1895. 3743-5

Une application sera faite par la Compagnie manufacturière de Chambly à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte augmentant les pouvoirs de la dite compagnie généralement et spécialement en rapport avec l'émission d'actions et de débetures.

BEIQUE, LAFONTAINE, TURGEON
& ROBERTSON,

3793-5 Procureurs de la requérante.

Notice is hereby given that at the next session of the legislature of the province of Quebec, application will be made to incorporate The James Shearer Company, for the purpose of carrying on business as general contractors and builders, and as manufacturers of sashes, doors, blinds, mouldings and every description of wood work, with right to acquire, own, lease and operate timber limits and for other purposes. The head office of said company to be at the city of Montreal.

CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.

Montreal, 9th October, 1895. 3742

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that at the next session of the legislature of this province, a bill will be presented to amend the law respecting the tenure of lands on the Magdalen Islands: 1° As to the time during which the redemption of rents may be made and the notices to be given therefore; 2° To allow the occupants of several lots included in the same title, to redeem one or more of such lots, and also for other purposes.

E. J. FLYNN,
3770 Commissioner of Crown Lands.

NOTICE.

The trustees of the Compton model farm will apply to the legislature, at its next session, to obtain amendments to their act of incorporation as to the number and appointment of the trustees, and also to authorize them to make such arrangements as they may deem proper with the government and with the municipality of the village of Compton, as to the farm designated in their said act of incorporation.

MULVENA & LEBLANC,
Attorneys of the trustees of the
Compton model farm.

Compton, 5th October, 1895. 3740

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by Gaspard F. X. Massue, gentleman, of the village of Varennes, for the admission to the study of law in the province of Quebec.

BISAILLON, BROSSEAU & LAJOIE,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 1st October, 1895. 3646

Notice is hereby given that application will be made by the purchasers, at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to approve of and ratify the sale of part of lot cadastral No. 139, of the parish of Montreal, under deed of sale from Benjamin Decary to James Armstrong, and John J. Cook, before A. C. Decary, N. P., the 2nd October, 1890, and the payment of the purchase price.

CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.

Montreal, 28th September, 1895. 3744

An application will be made by the Chambly manufacturing Company to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act increasing its powers generally and especially in connection with the issuing of stock and debentures.

BEIQUE, LAFONTAINE, TURGEON
& ROBERTSON,

3794 Solicitors for applicant.

AVIS.

Avis est par le présent donné que MM. James Reed, médecin, de Inverness, W. Lyman Hume, médecin, William Wilson, propriétaire de moulin, Michael Clang, propriétaire de moulin, Napoléon Lemieux, juge de paix, John McKeage, cultivateur, de Leeds, J. Ludger Beaudoin, marchand, Alfred Gagné, marchand, de Broughton, lieutenant-col. William King, médecin, Pierre Houghton, cultivateur, et Alfred E. W. McKee, marchand, de Saint-Sylvestre, demanderont à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la passage d'une loi incorporant une compagnie avec pouvoir de construire et exploiter un chemin de fer à travers les comtés de Beauce, Mégantic et Lotbinière, partant du chemin de fer Québec-Central, dans le canton de Broughton et continuant à travers le canton de Leeds, passant aux mines de cuivre de la colline Harvey, et de là le long des rives de la rivière Palmer et à travers le canton Nelson, et de là se rendant au chemin de fer du Grand Tronc, entre les stations de Lyster et du moulin Méthot, le dit chemin de fer devant être nu par la vapeur, l'électricité, l'air comprimé, la force animale, ou par toute autre force motrice; avec pouvoir en outre d'établir des usines pour la production de l'électricité ou toute autre force motrice, d'ériger, placer et maintenir les poteaux et fils nécessaires pour la transmission de la force électrique, d'acquiescer tous droits exclusifs dans toutes franchises quelconques de n'importe quelle corporation municipale, d'acquiescer tous les terrains, privilèges, bonus ou secours, de construire et maintenir des ponts sur la rivière Palmer, avec en outre tous autres privilèges qui s'y rapportent.

J. I. LAVERY,

Procureurs des requérants.

Québec, 5 octobre 1895.

3711-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé amendement l'acte d'incorporation de la Royal Paper Mills Company, 58 Victoria, chap. 74, en augmentant le fonds social et en autorisant l'acquisition du fonds social et de la propriété de la Saint Francis Mills Company, l'achat des terres à bois et limites, et le commerce de bois en général, en rapport avec les présentes affaires des requérants.

BROWN & MACDONALD,

Solliciteurs de la Royal Paper Mills Company.

Sherbrooke, 5 octobre 1895.

3713-5

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné qu'application sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour un acte incorporant "La Compagnie de chemin de fer de Saint-Gabriel de Brandon à Sainte-Emilie de l'Energie".

L'objet de la compagnie est la construction et l'exploitation d'une ligne de chemin de fer électrique ou à la vapeur, et d'une ligne de télégraphe, entre Saint-Gabriel de Brandon, dans le comté de Berthier, et Sainte-Emilie de l'Energie, dans le comté de Joliette, avec droit de construire un embranchement entre la ligne principale et Saint-Jean de Matha.

BEAUSOLEIL, CHOQUET & GIRARD,

Avocats des requérants.

Montréal, 9 octobre 1895.

3751-5

AVIS PUBLIC

Est donné par les présentes que Alfred Tourigny, avocat, de Montréal, présentera un bill à la prochaine session de la législature de la province de Québec, à l'effet d'être admis à la pratique du notariat, après examen.

3747-5

ALF. TOURIGNY.

NOTICE.

Notice is hereby given that Messrs James Reed, physician and surgeon, of Inverness, W. Lyman Hume, physician and surgeon, William Wilson, mill owner, Michael Clang, mill owner, Napoléon Lemieux, justice of the peace, John McKeage, farmer, of Leeds, J. Ludger Beaudoin, merchant, Alfred Gagné, merchant, of Broughton, Lt.-Col. William King, physician and surgeon, Peter Houghton, farmer, and Alfred E. W. McKee, merchant, of Saint-Sylvestre, will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate a company with power to construct and operate a railway, through the counties of Beauce, Mégantic and Lotbinière, to start from the Québec Central Railway in the township of Broughton and to continue through the township of Leeds, past Harvey Hill copper mines and thence along the banks of the Palmer river and through the township of Nelson, thence to the Grand Trunk Railway between Lyster and Methot's Mill station, said railway to be operated by the power of steam, or electricity, compressed air or animals or any other power, to acquire and use water powers and to establish works for the supply of electrical or other power and to erect, place and maintain poles and wires necessary for the transmission of electrical power, to acquire any exclusive rights in many franchises from any municipal corporation; to acquire any lands, privileges, bonuses or aids; to build and maintain bridges over the Palmer river together with all other privileges incidental thereto.

J. I. LAVERY,

Attorney for applicants.

Quebec, 5th October, 1895.

3712

Notice is hereby given that at the next session of the legislature of the province of Quebec, application will be made for a private bill to amend the act incorporating the Royal Paper Mills Company, 58 Victoria, chap. 74, by increasing the capital stock and to authorize the acquisition of the capital stock and property of the Saint Francis Mills Company, the purchase of timber lands and limits, and the doing of a general lumber business in connection with the present business of the applicants.

BROWN & MACDONALD,

Solliciteurs for the Royal Paper Mills Company.

Sherbrooke, 5th October, 1895.

3714

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that application will be made to the Quebec legislature, at its next session, for an act incorporating "The Railway Company from Saint-Gabriel de Brandon to Sainte-Emilie de l'Energie".

The object of the company is to build and work an electric or steam railway and a telegraph line, between Saint-Gabriel de Brandon, in the county of Berthier, and Sainte-Emilie de l'Energie, in the county of Joliette, with the right to construct a branch between the main line and Saint-Jean de Matha.

BEAUSOLEIL, CHOQUET & GIRARD,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 9th October, 1895.

3752

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that Alfred Tourigny, advocate, of Montreal, will present a bill at the next session of the legislature of the province of Quebec, for the purpose of being admitted to the practice of the notarial profession, after examination.

3748

ALF. TOURIGNY.

AVIS.

La cité de Québec demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte pour amender son acte d'incorporation pour pourvoir au mode de votation pour l'approbation par les contribuables des règlements du conseil sujets à telle approbation, pour autoriser un emprunt pour l'établissement d'un parc ; et l'ouverture d'une rue entre la rue Sous-le-Fort et le marché Champlain ; pour remédier au mode actuel de paiement de la valeur de l'approvisionnement de l'eau de l'aqueduc à diverses institutions ou propriétés exemptes de taxes ; pour sauvegarder les droits de la cité dans le cas de vente de terrains voisins des terrains de l'aqueduc et déclarer biens non imposables le dit aqueduc et ses dépendances, et pour divers autres objets.

Par ordre,

H. J. J. B. CHOUINARD,

Greffier de la cité.

3703-5

AVIS.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un projet de loi à l'effet de détacher du comté de Bellechasse, pour l'annexer au comté de Montmagny, la partie non organisée du township d'Armagh.

BÉLLEAU, STAFFORD & BÉLLEAU,

Procureurs des requérants.

Québec, 10 septembre 1895.

3737-5

Les intéressés dans le coût du prolongement de la rue Sainte-Catherine jusqu'aux limites est de la cité, demanderont à la législature, à sa prochaine session, d'amender la charte de la cité de Montréal, de manière à changer le rôle de cotisation concernant cette amélioration.

4003-3

P. E. LEBLANC.

AVIS

Est par le présent donné que la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis fera application, à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir des amendements à sa charte l'autorisant à faire des arrangements avec toute autre ligne de chemin de fer pour acquérir l'actif, les chartes, privilèges et franchises de la vallée est du Richelieu, avec pouvoir de construire un pont sur la rivière Richelieu ; à acquérir l'actif, les chartes, privilèges et franchises de toute autre ligne de chemin de fer se raccordant à sa voie ferrée ; d'obtenir le droit de construire et exploiter sur tout sa ligne des entrepôts pour les grains, farines, animaux et tous les produits de la ferme et de l'industrie ; recevoir et garder en entrepôts les dits produits ou les effets manufacturés ou fabriqués ; construire des glacières servant aussi d'entrepôts, et de donner des reçus d'entrepôts à raison des produits et effets ainsi déposés ; d'établir des cours et marchés pour la vente et l'acquisition des animaux destinés à la consommation locale ou à l'exportation, que ces animaux soient de provenance canadienne ou américaine ; pour autoriser la dite compagnie à émettre des bons ou obligations sur son dit chemin ou sur tout autre chemin ainsi acquis par elle, jusqu'à concurrence de vingt-cinq mille dollars par mille ; à faire tout arrangement avec les gouvernements fédéral, local ou toute autre compagnie, canadienne, américaine ou européenne pour garantir le paiement des bons émis par elle, et à faire à sa charte tous les amendements rendus nécessaires par ces nouveaux amendements ainsi que les modifications nécessaires au bon fonctionnement du chemin de fer de la compagnie.

L. F. MORISON,

Vice-président de la Compagnie
des Comtés-Unis.

Saint-Hyacinthe, 9 octobre 1895.

3753-5

NOTICE.

The city of Quebec will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next sitting, for the passing of an act to amend its act of incorporation, to provide for the mode of voting by the rate-payers of the by-laws of the city council, subject to their approval ; to authorize a loan for the establishment of a park ; and the opening of a street between Sous-le-Fort street and Champlain Market ; to remediate to the actual mode of payment to the value of the water supply to different institutions or properties exempt from municipal taxes ; to protect the rights of the city in cases of sale of lands near the grounds on which are built the water works, and to declare non-rateable the said water works and its dependencies, and other amendments.

By order,

H. J. J. B. CHOUINARD,

City clerk.

3704

NOTICE.

Public notice is hereby given that an application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to detach from the county of Bellechasse, and annex to the county of Montmagny, that part of the township of Armagh which is still unorganized.

BÉLLEAU, STAFFORD & BÉLLEAU,

Attorneys for applicants

Quebec, 10th September, 1895.

3738

The parties interested in the prolongation of Sainte Catherine street to the east limit of the city will apply to the legislature, at its next session, to amend the charter of the said city of Montreal, in such a way as to change the tax roll concerning this improvement.

4004

P. E. LEBLANC.

NOTICE

Is hereby given that the United Counties Railway Company will apply, at the next session of the legislature of the province of Quebec, to obtain amendments to its charter authorizing it to make arrangements with any other railway company to purchase its assets, charters, privileges and franchises of the eastern valley of the Richelieu, with power to build a bridge over the Richelieu river ; to acquire the assets, charters, privileges and franchises of any other railway line connecting with its line ; to obtain the right to build and work throughout its line storehouses for grain, flour, cattle and all farm produce and manufactures ; to receive and keep in storage said produce or manufactured goods ; to build ice houses to be used for storage ; to give warehouse receipts for the produce or goods so stored ; to establish yards and markets for the sale and forwarding of cattle for local consumption or for exportation, even if these cattle are from Canada or from United States ; to authorize the said company to issue bonds or debentures on its said railway or on any railway thus acquired by it, to the amount of twenty-five thousand dollars per mile ; and to make any arrangement with the federal or local governments, or with any company, Canadian, American or European to guarantee the payment of the bonds issued by it, to make to its charter any amendments rendered necessary by the new amendments as well as the changes necessary for the good working of the railway company.

L. F. MORISON,

President of the United Counties
Railway Company.

Saint Hyacinth, 9th October, 1895.

3754

Avis est par le présent donné que le soussigné et autres s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Drummondville Hydraulic Company", avec pouvoir de construire une écluse et améliorer le pouvoir d'eau et contruire et mettre en opération des manufactures dans la ville de Drummondville.

WM. MITCHELL.

19 octobre 1895.

4013-2

Notice is given that the undersigned and others will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate The Drummondville Hydraulic Company, with power to construt a dam and improve water power and build and operate manufactures in the town of Drummondville.

WM. MITCHELL.

19th October, 1895.

4014

Avis Divers

Avis est par le présent donné qu'à une assemblée des directeurs de La compagnie du chemin de fer Châteauguay & Nord, tenue conformément à la loi au bureau de la compagnie, 1608, rue Notre-Dame, Montréal, le 4e jour de novembre 1895, un appel de dix pour cent sur les actions souscrites du capital-actions a été fait, payable entre les mains du secrétaire, au bureau de la compagnie, 1608, rue Notre-Dame, Montréal, le 9e jour de décembre prochain, 1895; ainsi qu'un autre appel de dix pour cent sur les dites actions, payable le 11e jour de février 1896; un autre appel de cinq pour cent sur les dites actions, payable le quatorzième jour d'avril 1896, et un autre appel de cinq pour cent sur les dites actions, payable le 16e jour de juin 1896.

J. P. MULLARKEY,

Secrétaire.

Montréal, 4 novembre 1895.

4087

AVIS.

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie du chemin de fer Richelieu et Lac Memphramagog aura lieu aux bureaux de Alfred E. Merrill, avocat, No. 1709, rue Notre-Dame, en la cité de Montréal, mardi, le vingt-sixième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-quinze, à deux heures de l'après-midi, pour procéder à l'élection des directeurs pour l'année courante et pour traiter toutes autres affaires qui seront soumises à la dite assemblée.

ALF. E. MERRILL,

Procureur pour la compagnie du chemin de fer Richelieu et Lac Memphramagog.

Montréal, 4 novembre 1895.

4111

Canada,
Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 5687.

Dame Nelly Cornelia Fay, Demanderesse;
vs.

Lorenzo Judson Hogle, Défendeur.

La demanderesse en cette cause, étant dûment autorisée, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

J. C. McCORKILL,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 11 septembre 1895.

4099

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*

Clémentine Daoust, de la paroisse de Sainte-Barbe, district de Beauharnois, épouse de Eusèbe Pinsonnault, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs.

Le dit Eusèbe Pinsonnault, Défendeur.

La demanderesse a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

J. B. R. LAPLANTE,

Avocat de la demanderesse.

Beauharnois, 5 novembre 1895.

4121

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that at a meeting of the directors of the Châteauguay and Northern Railway Company, held pursuant to law at the office of the company, 1608, Notre Dame street, Montreal, on the 4th day of November, 1895, a call of ten per cent on the subscribed shares of the capital stock was duly made, payable to the secretary, at the office of the company, 1608, Notre Dame street, Montreal, on the 9th day of December next, 1895; a further call of ten per cent on said shares, payable on the 11th day of February, 1896; a further call of five per cent on said shares, payable on the fourteenth day of April, 1896, and a further call of five per cent on said shares, payable on the 16th day of June next, 1896.

J. P. MULLARKEY,

Secretary.

Montreal, 4th November, 1895.

4088

NOTICE.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of the Richelieu and Lake Memphramagog Railway Company will be held at the offices of Alfred E. Merrill, barrister, No. 1709, Notre Dame street, in the city of Montreal, on Tuesday, the 26th day of November, A. D. 1895, at the hour of two o'clock in the afternoon, for the purpose of electing directors for the ensuing year and for the transaction of such other business as may be brought before the meeting.

ALF. E. MERRILL,

Solicitor for the Richelieu and Lake Memphramagog Railway Company.

Montreal, 4th November, 1895.

4112

Canada,
Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 5687.

Dame Nelly Cornelia Fay, Plaintiff;
vs.

Lorenzo Judson Hogle, Defendant.

The plaintiff in this cause, being duly authorized, has, this day, taken an action against the defendant for separation as to property.

J. C. McCORKILL,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 11th September, 1895.

4100

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*

Clémentine Daoust, of the parish of Sainte Barbe, district of Beauharnois, wife of Eusèbe Pinsonnault, farmer, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs.

The said Eusèbe Pinsonnault, Defendant.

The plaintiff has taken, this day, an action for separation as to property against the defendant.

J. B. R. LAPLANTE,

Attorney for plaintiff.

Beauharnois, 5th November, 1895.

4122

Canada,
Province of Québec,
District of Chicoutimi.

Avis est par les présentes donné que Louis Desbiens, marchand ; George Perron, marchand ; Alex. Desbiens, rentier ; Elizee Hudon, fromager, tous quatre de la paroisse de Saint-Jérôme, et Joseph Girard, écuyer, membre de l'Assemblée législative de la province de Québec, de la paroisse de Saint-Gédéon, comté du Lac Saint Jean, ont formé et feront application pour des lettres patentes incorporant une compagnie à fonds social sous le nom de "Perron, Desbiens & Cie," pour manufacturer et faire le commerce de bois, avec un capital de dix mille dollars divisées en mille parts de dix dollars chacune, et dont le principal siège d'affaires sera dans la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté du Lac Saint-Jean, sur la rivière Metabetchouan.

Les premiers directeurs seront les dits Louis Desbiens, Geo. Perron, Alex. Desbiens, E. Hudon et Jos. Girard.

LOUIS DESBIENS,
GEORGE PERRON.

Saint-Jérôme, 3 novembre 1895. 4127

Cour Supérieure—Montreal.
No. 1207.

Dame Lucie Evans, des cité et district de Montréal, judiciairement autorisée aux fins des présentes, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre Joseph Loiseau, entrepreneur, du même lieu, son époux.

J. F. DUBREUIL,
Avocat de Lucie Evans.

Montréal, 9 mai 1895. 4159

Province of Québec,
District of Terrebonne. } Cour Supérieure.
No. 205

Dame Aimée Ladouceur, épouse commune en biens de Placide Turpin, cultivateur, de Saint-André, dit district,

vs.

Le dit Placide Turpin, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le dit défendeur.

R. P. DE LARONDE,
Avocat de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 25 septembre 1895. 3935-3

CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné qu'une assemblée générale des porteurs de débetures à cinq par cent du chemin de fer Québec Central, aura lieu au No. 5, rue Great Winchester, dans la cité de Londres, Angleterre, lundi, le deuxième jour de décembre 1895, à midi et quart, P. M., dans le but de considérer l'a-propos d'approuver qu'un Bill soit présenté à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la compagnie de chemin de fer Québec Central, pour augmenter ses pouvoirs d'émettre des obligations en l'autorisant à émettre de nouvelles obligations comportant première hypothèque au montant de cinquante mille louis sterling, telles obligations devant occuper un rang égal et de priorité avec l'émission d'obligations hypothécaires actuellement existantes, et les porteurs d'icelles devant avoir les mêmes droits, pouvoirs et privilèges que ceux dont jouissent maintenant les porteurs de l'émission existante d'obligations hypothécaires comportant première hypothèque, et pour d'autres fins.

Par ordre du bureau,

T. LINDLEY,
Secrétaire.

5, rue Great Winchester,
Londres, E. C.
Daté ce 12e jour d'octobre 1895.

3829-4

Canada,
Province of Québec,
District of Chicoutimi.

Notice is hereby given that Louis Desbiens, merchant ; George Perron, merchant ; Alex. Desbiens, rentier ; Elizee Hudon, cheese maker, all four of the parish of Saint Jérôme, and Joseph Girard, esquire, member of the Legislative Assembly of the province of Quebec, of the parish of Saint Gédéon, county of Lake Saint John, have formed and will apply for letters patent to incorporate a joint stock company under the name of "Perron, Desbiens & Cie," to manufacture and trade in lumber, with a capital of ten thousand dollars divided into one thousand shares of ten dollars each, and whose chief place of business will be in the parish of Saint Jérôme, in the county of Lake Saint John, on the river Metabetchouan.

The first directors will be the said Louis Desbiens, Geo. Perron, Alex. Desbiens, E. Hudon and Jos. Girard.

LOUIS DESBIENS,
GEORGE PERRON.

Saint Jérôme, 3rd November, 1895. 4128

Superior Court—Montreal.
No. 1207.

Dame Lucy Evans, of the city and district of Montreal, judicially authorized thereto, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Joseph Loiseau, of the same place, contractor.

J. F. DUBREUIL,
Attorney for Lucy Evans.

Montreal, 9th May, 1895. 4160

Province of Québec,
District of Terrebonne. } Superior Court.
No. 205.

Dame Aimée Ladouceur, wife of Placide Turpin, farmer, of the parish of Saint Andrews, said district,

vs.

Placide Turpin, of the same place, farmer,
Defendant.

An action for separation of property has this day been instituted against defendant.

R. P. DE LARONDE,
Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, 25th September, 1895. 3936

QUEBEC CENTRAL RAILWAY.

Notice is hereby given that a general meeting of the holders of the five per cent. income bonds of the Quebec Central Railway, will be held at 5, Great Winchester street, in the city of London, England, on Monday, the second day of December, 1895, at a quarter past twelve P. M., for the purpose of considering, and if thought fit approving a Bill to be introduced into the legislature of the province of Quebec, at the ensuing session, for an act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company, by increasing the existing bonding powers by authorizing the further issue of prior lien bonds to the extent of £50,000 sterling, such bonds to have equal rank and priority with the present issue of prior lien bonds, and the holders thereof to have the same rights, powers and privileges as those now enjoyed by the holders of the existing issue of prior lien bonds, and for other purposes.

By order of the board.

T. LINDLEY,
Secretary.

5, Great Winchester street,
London, E. C.

Dated this 12th day of October, 1895. 3830

CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné qu'une assemblée générale des porteurs d'obligations du chemin de fer Québec Central, comportant première hypothèque à cinq par cent, aura lieu au No. 5, rue Great Winchester, dans la cité de Londres, Angleterre, lundi, le deuxième jour de décembre 1895, à midi, dans le but de considérer si il est à propos d'approuver qu'un Bill soit présenté à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la compagnie du chemin Québec Central, pour augmenter ses pouvoirs d'émettre des obligations en l'autorisant à émettre de nouvelles obligations comportant première hypothèque au montant de cinquante mille louis sterling, telles obligations devant occuper un rang égal et de priorité avec l'émission d'obligations hypothécaires actuellement existantes, et les porteurs d'icelles devant avoir les mêmes droits, pouvoirs et privilèges que ceux dont jouissent maintenant les porteurs de l'émission d'obligations hypothécaires comportant première hypothèque, et pour d'autres fins.

Par ordre du bureau,
T. LINDLEY,
Secrétaire.

No. 5, rue Great Winchester,
Londres, E. C.
Daté ce 12e jour d'octobre 1895. 3833-4

CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la compagnie du chemin de fer Québec Central, aura lieu au No. 5, rue Great Winchester, dans la cité de Londres, Angleterre, lundi, le deuxième jour de décembre 1895, à midi et demi, P. M., dans le but de considérer l'a-propos d'approuver qu'un Bill soit présenté à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central, pour augmenter ses pouvoirs d'émettre des obligations en l'autorisant à émettre de nouvelles obligations comportant première hypothèque au montant de cinquante mille louis sterling, telles obligations devant occuper un rang égal et de priorité avec l'émission d'obligations hypothécaires actuellement existantes, et les porteurs d'icelles devant avoir les mêmes droits, pouvoirs et privilèges que ceux dont jouissent maintenant les porteurs de l'émission d'obligations hypothécaires comportant première hypothèque, et pour d'autres fins.

Par ordre du bureau,
T. LINDLEY,
Secrétaire.

5, rue Great Winchester,
London, E. C.
Daté ce 12e jour d'octobre 1895 3831-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2555.

Dame Sarah Eva Moor, épouse de John Godel, ci-devant commerçant, maintenant commis de buvette, tous deux des cité et district de Montréal, Demanderesse ;

vs.

Le dit John Godel, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour contre le défendeur.

D. R. MURPHY,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 10 avril 1895. 3601-5

QUEBEC CENTRAL RAILWAY.

Notice is hereby given that a general meeting of the holders of the five per cent. prior lien bonds of the Quebec Central Railway, will be held at 5, Great Winchester street, in the city of London, England, on Monday, the second day of December, 1895, at 12 o'clock noon, for the purpose of considering and if thought fit approving a Bill to be introduced into the legislature of the province of Quebec, at the ensuing session, for an Act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company, by increasing its existing bonding powers by authorizing the further issue of prior lien bonds to the extent of £50,000 sterling, such bonds to have equal rank and priority with the present issue of prior lien bonds and the holders thereof to have the same rights, powers and privileges as those now enjoyed by the holders of the existing issue of prior lien bonds, and for other purposes.

By order of the board.
T. LINDLEY,
Secretary.

5, Great Winchester street,
London, E. C.
Dated this 12th day of October, 1895. 3834

QUEBEC CENTRAL RAILWAY.

Notice is hereby given that an extraordinary general meeting of the Quebec Central Railway Company, will be held at 5, Great Winchester street, in the city of London, England, on Monday, the second day of December, 1895, at half past twelve P. M., for the purpose of considering and if thought fit approving a Bill to be introduced into the legislature of the province of Quebec, at the ensuing session, for an act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company, by increasing its existing bonding powers by authorizing the further issue of prior lien bonds to the extent of £50,000 sterling, such bonds to have equal rank and priority with the present issue of prior lien bonds, and the holders thereof to have the same rights, powers and privileges as those now enjoyed by the holders of the existing issue of prior lien bonds, and for other purposes.

By order of the board,
T. LINDLEY,
Secretary.

5, Great Winchester street,
London, E. C.
Dated this 12th day of October, 1895. 3832

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2555.

Dame Sarah Eva Moor, wife of John Godel, heretofore trader now bartender, both of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

The said John Godel, Défendeur.
An action in separation as to property has been this day instituted against the defendant.

D. R. MURPHY,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 10th April, 1895. 3602

AVIS.

Avis est par le présent donné en vertu de l'acte de la province de Québec, 58 Vict., chap. 75, étant "un acte concernant la Consolidated Land and Investment Company Limited et la Montreal Freehold Company", et constituant en corporation la Montreal Investment and Freehold Company, que la fusion autorisée par la dite acte a été faite, et les noms des actionnaires de la compagnie créés par le dit acte et le nombre d'actions de cent piastres chacune dont chacun d'eux est porteur respectivement, lesquelles dites actions étant inscrites comme acquittées dans les livres de la compagnie en dernier lieu mentionnée, sont comme suit, à savoir :

NOTICE.

Notice is hereby given in accordance with the act of the province of Quebec, 58 Vic., Cap. 75, being "An Act concerning the Consolidated Land and Investment Company, Limited, and the Montreal Freehold Company, and to incorporate the Montreal Investment and Freehold Company," that the amalgamation authorized by the said act has been made and the names of the stockholders in the company by said act created and the number of shares of one hundred dollars each, held by each respectively, all of which shares are entered in the books of said last referred to company as paid up are as follows, to wit :

Noms. Names.	Résidence. Residence.	Nombre d'actions acquittées. No. of shares paid up.
David Morrice	Montreal	84
Robert L. Gault	do	58
Robert Archer	do	36
R. H. Warden	do	58
A. F. Gault	do	41
Clarence J. McCuaig	do	45
W. J. Morrice	do	21
David Morrice, Jr.	do	20
Selkirk Cross	do	20
C. S. Campbell	do	25
R. Ellegoode	do	41
J. A. Fairie	do	41
W. Forlong	do	41
A. Fairie	do	20
Robert Jaffray	Toronto	87
John Burns	do	127
Fred. J. Stewart	do	96
E. Kewin	do	90
E. R. C. Clarkson	do	32
Andrew Rutherford	do	21
E. G. Rykert	do	4
R. Creig & W. J. McKenzie	do	448
W. Gordon	do	20
F. W. Scott	do	113
Pellatt & Pellatt	do	72
R. L. Johnson	do	13
Fred. G. Cox	do	10
A. Willis	do	16
H. S. Strathy	do	210
A. E. Ames	do	34
S. H. Blake	do	8
R. L. Cassels & J. S. Lovell	do	42
J. C. Drewry	do	10
W. B. Dick	do	65
E. Galley	do	21
R. Jaffray & W. J. McKenzie	do	53
W. A. H. Kerr	do	5
G. A. Stimson	do	43
H. R. Drummond	Montreal	34
A. M. Lawrie	do	10
H. Winnett	Toronto	20
G. G. McKenzie	do	9
S. H. Jones	do	6
W. J. McKenzie	do	9
E. R. Graig	do	8
A. W. Marquis	St. Catherines	36
M. C. Bligh	do	11
Agnes St. John	do	69
E. J. Senkler	do	49
C. L. Downey	New York	8
M. L. B. McCuaig	Belleville	9
Shirley Stewart	Ingersoll	6
A. T. Love	Quebec	20
		Total.. 2,500

CLARENCE J. McCUAIG,
Secrétaire—Secretary.
4059-60

Montréal, 29 octobre.—Montreal, 29th October, 1895.

Province de Québec. }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No. 89.

Delia *alias* Adéla Rousseau, de la ville de Salaberry de Valleyfield, dit district, épouse de Régis Leblanc, entrepreneur-menuisier, du même lieu, autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

THOS BROSSOIT,

Avocat de la demanderesse.

Beauharnois, 9 octobre 1895. 3821-4

Canada, }
Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Mélina Lachance, de la ville de Saint-Henri, district de Montréal, épouse d'Edouard Dompousse, gardien de barrières, du même lieu, a, intenté, aujourd'hui, devant cette cour une action en séparation de biens contre son mari.

TAILLON, BONIN & PAGNUELO,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 20 mai 1895. 3709-5

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No. 88.

Rosianne Hébert, de la ville de Salaberry de Valleyfield, dit district, épouse de Amédée Laberge, cultivateur et charretier, du même lieu, autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une demande en séparation de biens contre son dit mari.

THOS. BROSSOIT,

Avocat de la demanderesse.

Beauharnois, 9 octobre 1895. 3819-5

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Avis est donné par les présentes que Dame Marie Ethier, de la paroisse de Saint-Valentin, dans le district d'Iberville, épouse de Joseph Gombalve Mailloux, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre son dit époux devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 11 octobre 1895. 3761-5

District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Louise Janvry dit Bélair, épouse commune en biens de James Hoolahan, fils, commerçant, tous deux de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

vs.

Le dit James Hoolahan, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour contre le défendeur.

A. CHERRIER,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 24 octobre 1895. 3989-3

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 171.

Dans l'affaire de Delphis Fortin, commerçant, de la paroisse de Sainte-Rose, dit district, Failli.
Avis est par le présent donné que j'ai été nommé curateur des biens du dit failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, au village de Sainte-Rose, sous trente jours.

P. A. LONGPRÉ,

Curateur.

Village de Sainte-Rose, 26 octobre 1895. 4131

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 89.

Delia *alias* Adéla Rousseau, of the town de Salaberry de Valleyfield, said district, wife of Régis Leblanc, master joiner, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

THOS BROSSOIT,

Attorney for plaintiff.

Beauharnois, 9th October, 1895. 3822

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Mélina Lachance, of the town of Saint Henry, district of Montreal, wife of Edouard Dompousse, of Saint Henry aforesaid, toll keeper, has, this day, before this court, instituted an action for separation of property against her husband.

TAILLON, BONIN & PAGNUELO,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th May, 1895. 3710

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 88.

Rosianne Hébert, of the town de Salaberry de Valleyfield, said district, wife of Amédée Laberge, farmer and carter, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

THOS. BROSSOIT,

Attorney for plaintiff

Beauharnois, 9th October, 1895. 3820

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Marie Ethier, of the parish of Saint Valentin, in the district of Iberville, wife of Joseph Gombalve Mailloux, of the same place, farmer, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

P. A. CHASSÉ,

Attorney for plaintiff.

Saint Johns, 11th October, 1895. 3762

District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marie Louise Janvry dit Bélair, wife of James Hoolahan, junior, trader, both of Montreal, duly authorized to *ester en justice*,
Plaintiff ;

vs.

The said James Hoolahan, Défendeur.
An action in separation as to property has been issued to-day against defendant.

A. CHERRIER,

Advocate for plaintiff.

Montreal, 24th October, 1895. 3990

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 171.

In the matter of Delphis Fortin, trader, of the parish of Sainte Rose, said district, Insolvent.
Notice is hereby given that I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

The creditors are requested to file their claims at my office, in the village of Sainte Rose, within thirty days.

P. A. LONGPRÉ,

Curator.

Village of Sainte Rose, 26th October, 1895. 4132

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re L. F. Rhéaume, Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que le 2e jour de novembre 1895, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du susnommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être filées à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 9 novembre 1895.

4095

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Raphael & Hodges, de Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que le 5e jour de septembre 1895, John Napier Fulton, du No. 168, rue Saint-Jacques, de la cité de Montréal, par ordre de M. le juge Archibald, a été nommé curateur des biens des dits Raphael & Hodges, faillis en cette affaire, le tout tel que pourvu par le dit code.

Les créanciers des dits faillis sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, au No. 168, rue Saint-Jacques susdite, sous trente jours.

J. N. FULTON,
Curateur.
Montréal, 5 novembre 1895.

4107

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Herman Nolton, photographe, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que le 19e jour d'octobre 1895, John Napier Fulton, du No. 168, rue Saint-Jacques, de la cité de Montréal, par ordre de M. le juge Doherty, a été nommé curateur des biens du dit Herman Nolton, failli dans cette affaire, le tout tel que pourvu par le dit code.

Les créanciers du dit failli sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, au No. 168, rue Saint-Jacques susdite, sous trente jours.

J. N. FULTON,
Curateur.
Montréal, 21 octobre 1895.

4109

Canada, }
Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Calixte Louis Létang et Anselme Létang, tous deux commerçants, de la cité et du district de Montréal, et faisant affaires comme marchands de feronnerie et quincaillerie, ensemble en société, au dit lieu de Montréal, sous les nom et raison de "Létang, Létang & Cie", Requérants cession ;

vs.

Narcisse Leclair, cultivateur et commerçant, de la paroisse de Saint-Hugues, dans le district de Saint-Hyacinthe, Cédant.

Avis est par le présent donné que Narcisse Leclair, cultivateur et commerçant, de la paroisse de Saint-Hugues, dans le district de Saint-Hyacinthe, a fait, le quatre novembre mil huit cent quatre-vingt-quinze, un abandon judiciaire de ses biens au bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe.

LUSSIER & GENDRON,
Procureurs et avocats des requérants.
Saint-Hyacinthe, 4 novembre 1895.

4157

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re L. F. Rhéaume, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 2nd day of November, 1895, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 9th November, 1895.

4096

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Raphael & Hodges, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given in pursuance of article 770 of the code of civil procedure that on the 5th day of September, 1895, John Napier Fulton, of No. 168, Saint James street, of the city of Montreal, was by order of Mr. justice Archibald, appointed curator to the property of the said Raphael & Hodges, insolvents in this matter, the whole as by said code provided.

The creditors of the said insolvents are hereby notified to file their claims with me, at 168, Saint James street aforesaid, within a delay of thirty days.

J. N. FULTON,
Curator.
Montreal, 5th September, 1895.

4108

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Herman Nolton, photographer, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that on the 19th day of October, 1895, John Napier Fulton, of No. 168, Saint James street, of the city of Montreal, was by order of Mr. Justice Doherty, appointed curator to the property of the said Herman Nolton, insolvent in this matter, the whole as by said code provided.

The creditors of the said insolvent are hereby notified to file their claims with me, at No. 168, Saint James street aforesaid, within a delay of thirty days.

J. N. FULTON,
Curator.
Montreal, 21st October, 1895.

4110

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*

Calixte Louis Létang and Anselme Létang, both traders, of the city and district of Montreal, and carrying on business together as hardware merchants, in partnership, at Montreal aforesaid, under the style and firm of "Létang, Létang & Cie," Petitioners for assignment ;

vs.

Narcisse Leclair, farmer and trader, of the parish of Saint Hugues, in the district of Saint Hyacinthe, Debtor.

Notice is hereby given that Narcisse Leclair, farmer and trader, of the parish of Saint Hugues, in the district of Saint Hyacinthe, has, on the fourth day of November, one thousand eight hundred and ninety-five, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the district of Saint Hyacinthe.

LUSSIER & GENDRON,
Attorneys for petitioners.
Saint Hyacinthe, 4th November, 1895.

4158

Dans l'affaire de John Y. Miller, commerçant, d'Upton, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au vingt-six novembre courant, après laquelle date ce dividende sera payé.

M. E. BERNIER,
Curateur.

Saint-Hyacinthe, 6 novembre 1895. 4117

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 119.

In re Wm. Morrin & Co., Insolubles.
Un premier dividende a été préparé et ouvert pour contestation jusqu'au 20 novembre 1895, après cette date tous intéressés seront payés au bureau de
JOHN ROSENVINGE,
Curateur conjoint.

107, rue Saint-Jacques.
Montréal, 2 novembre 1895. 4119

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No. 3995.

In re Louis Téléphore Trempe, Demandeur;
vs.

Joseph Henri Houde, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que par décision de l'honorable juge Ouimet, en date du quatre novembre courant (1895), j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur failli, qui en a fait abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon magasin, sous un mois de cette date.

L. T. TREMPÉ,
Curateur.

Sorel, 4 novembre 1895. 4129

Cour Supérieure—Trois-Rivières.
No. 18.

In re Joseph Charette, Failli.
Un nouveau et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection d'hui au 25 novembre courant, après laquelle date il sera payable à mon bureau.

A. A. LEDUC,
Curateur.

Bécancourt, 5 novembre 1895. 4147

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Jos. Hébert, Demandeur;

vs.

A. Courville & Co., restaurateurs, de Montréal, Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 31e jour d'octobre 1895, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
Montréal, 9 novembre 1895. 4135

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de George Weldon, de Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé, et sera sujet à objection jusqu'au 26e jour de novembre courant, après laquelle date les dividendes seront payables.

DAVID SEATH,
Curateur.

Montréal, 6 novembre 1895 4143

In the matter of John Y. Miller, trader, of Upton, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the twenty-eighth day of November instant, after which date this dividend will be payable.

M. E. BERNIER,
Curator.

Saint Hyacinthe, 6th November, 1895. 4118

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 119.

In re Wm. Morrin & Co., Insolvents.
A first dividend has been prepared and open for contestation unto the 20th November, 1895, after said date all concerned will be paid at the office of
JOHN ROSENVINGE,
Joint curator.

107, Saint James street.
Montreal, 2nd November, 1895. 4120

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 3995.

In re Louis Téléphore Trempe, Plaintiff;
vs.

Joseph Henri Houde, Defendant.

Public notice is hereby given that by decision of the honorable judge Ouimet, dated the fourth November instant (1895), I have been appointed curator to the estate of the said defendant insolvent, who has made abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my store, within one month from this date.

L. T. TREMPÉ,
Curator.

Sorel, 4th November, 1895. 4130

Superior Court—Three Rivers.
No. 18.

In re Joseph Charette, Insolvent.
A new and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 25th of November instant, after which date dividend will be payable at my office.

A. A. LEDUC,
Curator.

Bécancourt, 5th November, 1895. 4148

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Jos. Hébert, Plaintiff;

vs.

A. Courville & Co., restaurant-keepers, of Montreal, Defendants.

Notice is hereby given that, on the 31st day of October, 1895, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendants, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,
Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.
Montreal, 9th November, 1895. 4136

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of George Weldon, of Montreal, an Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared, and will be open to objection until the 26th November instant, after which the same will be payable.

DAVID SEATH,
Curator.

Montreal, 6th November, 1895. 4144

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 258.

Dans l'affaire de Henry J. Johnson & Son, manufacturiers et propriétaires de moulins, de Way's Mills, Qué., Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du cinquième jour de novembre courant, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens appartenant à la succession des dits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite succession sont requises de nous les produire dans un délai de trente jours de cette date.

J. P. ROYER,
R. R. BURRAGE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Royer & Burrage,
87, rue Wellington.
Sherbrooke, Qué., 5 novembre 1895. 4139

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 257.

Dans l'affaire de Nil Bouchard, commerçant, de East Clifton, Qué., district de Saint-François, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du cinquième jour de novembre courant, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens appartenant à la succession du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite succession sont requises de nous les produire dans un délai de trente jours de cette date.

J. P. ROYER,
R. R. BURRAGE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Royer & Burrage,
87, rue Wellington.
Sherbrooke, Qué., 5 novembre 1895. 4137

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Francis Porcheron, de la ville de Saint-Henri, marchand.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 27^e jour de novembre 1895, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

W. ALEX^r CALDWELL,
Curateur.

Bureau de Caldwell, Tait & Wilks,
1709, rue Notre-Dame.
Montréal, 9 novembre 1895. 4161

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

L. H. Packard & Co., Demandeurs ;

vs.

W. L. Cole, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, William Learmont Cole, des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, marchand de chaussures, associé général, et William Edson Short, de la susdite cité de Montréal, marchand de chaussures, associé spécial faisant affaires sous le nom et raison de W. L. Cole, le 6^e jour de novembre 1895, ont fait un abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

W. ALEX^r CALDWELL,
Député gardien provisoire.

Bureau de Caldwell, Tait & Wilks,
1709, rue Notre-Dame.
Montréal, 6 novembre 1895. 4163

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 258.

In the matter of Henry J. Johnson & Son, manufacturers and mill-owners, of Way's Mills, Que., Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated the fifth day of November instant, we were appointed joint curators to the property belonging to the estate of the said insolvents.

All persons having claims against said estate are requested to file the same with us within thirty days from this date.

J. P. ROYER,
R. R. BURRAGE,
Joint curators.

Office of Royer & Burrage,
87, Wellington street.
Sherbrooke, Que., 5th November, 1895. 4140

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 257.

In the matter of Nil Bouchard, trader, of East Clifton, Que., district of Saint Francis, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated the fifth day of November instant, we were appointed joint curators to the property belonging to the estate of the said insolvent.

All persons having claims against said estate are requested to file the same with us within thirty days from this date.

J. P. ROYER,
R. R. BURRAGE,
Joint curators.

Office of Royer & Burrage,
87, Wellington street.
Sherbrooke, Que., 5th November, 1895. 4137

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Francis Porcheron, of the town of Saint Henri, merchant.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 27th November, 1895, after which date dividends will be payable at my office.

W. ALEX^r CALDWELL,
Curator.

Office of Caldwell, Tait & Wilks,
1709, Notre Dame street.
Montreal, 9th November, 1895. 4162

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

L. H. Packard & Co., Plaintiffs ;

vs.

W. L. Cole, Defendant.

Notice is hereby given that, William Learmont Cole, of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, boot and shoe dealer, general partner, and William Edson Short, of the city of Montreal aforesaid, boot and shoe dealer, special partner, carrying on business under the name firm of W. L. Cole, did, on the 6th day of November, 1895, make an abandonment of their property for the benefit of their creditors in the office of the protonotary of the superior court for the district of Montreal.

W. ALEX^r CALDWELL,
Deputy provisional guardian.

Office of Caldwell, Tait & Wilks,
1709, Notre Dame Street.
Montreal, 6th November, 1895. 4164

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Théo. Lanctot, restaurateur, de Montréal,
 Failli ;

et
 Chs Desmarteau, Curateur.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26e jour de novembre 1895, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1598, rue Notre-Dame.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.
 Montréal, 9 novembre 1895. 4183

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Wm Buck, Demandeur ;

vs.
 Albert Jetté, marchand de meubles, de Montréal,
 Défendeur.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 7e jour de novembre 1895, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
 Montréal, 9 novembre 1895. 4185

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Henry Charles Heimerdinger, Montréal,
 Failli.

Je donne avis que j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, en vertu d'un jugement de cette cour, en date du 31 octobre 1895.

Les créanciers devront produire leurs réclamations à mon bureau, dans les trente jours.

EDOUARD ST-DENIS,
 Curateur.

4, rue De Bresoles, Montréal. 4187

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re M. Grenier & Co., tabaconiste, de Trois-Rivières,
 Failli ;

et
 Chs. Desmarteau, Curateur.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26e jour de novembre 1895, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
 Montréal, 9 novembre 1895. 4181

Règle de Cour

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No. 5668.

Sweetsburg, le sixième jour de novembre 1895.
 Hiram Sewell Foster, du village de Knowlton, dans le dit district de Bedford, registrateur pour le comté de Brome,
 Demandeur ;

vs.
 James McAllister, junior, et Robert McAllister, tous deux du canton de Bolton, partie ouest, dans le dit district,
 Défendeurs.

Il est ordonné sur motion du demandeur, voyant l'insolvabilité alléguée des défendeurs, que les créanciers des dits défendeurs soient, et, par les présentes, ils sont requis de produire leurs réclamations contre les défendeurs en cette cause, dans les quinze jours qui suivront la date de la première insertion

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Théo. Lanctot, restaurant-keeper, of Montreal,
 Insolvent ;

and
 Chs Desmarteau, Curator.
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 26th day of November, 1895, after which date dividend will be payable at my office, No. 1598, Notre Dame street,

CHS. DESMARTEAU,
 Curator.
 Montreal, 9th November, 1895. 4184

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Wm Buck, Plaintiff ;

vs.
 Albert Jetté, furniture dealer, of Montreal,
 Defendant.

Notice is hereby given that on the 7th day of November, 1895, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,
 Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.
 Montreal, 9th November, 1895. 4186

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Henry Charles Heimerdinger, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that on the 31st October, 1895, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at my office, within thirty days.

EDOUARD ST-DENIS,
 Curator.

4, De Bresoles street, Montreal. 4188

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re M. Grenier & Co., tobacconist, of Three Rivers,
 Insolvents ;

and
 Chs. Desmarteau, Curator.
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 26th day of November, 1895, after which date dividend will be payable at my office.

CHS. DESMARTEAU,
 Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.
 Montreal, 9th November, 1895. 4182

Rule of Court

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 5668.

Sweetsburg, the sixth day of November, 1895.
 Hiram Sewell Foster, of the village of Knowlton, in said district of Bedford, registrar for the county of Brome,
 Plaintiff ;

vs.
 James McAllister, junior, and Robert McAllister, both of the township of Bolton, west part, in said district,
 Defendants.

It is ordered on motion of plaintiff, seeing the alleged insolvency of the defendants, that the creditors of the said defendants be, and they are hereby required to file their claims against the defendants in this cause, within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the *Quebec*

du présent ordre dans la *Gazette Officielle de Québec*, dans laquelle gazette, le dit présent ordre devra être publié deux fois en langue anglaise et deux fois en langue française.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

4179

Licitation

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 1395.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, siégeant dans le district de Québec, le trente-un décembre mil huit cent quatre-vingt-onze, dans une cause où Marie Joséphine Sirois, de Fraserville, fille majeure, Marie Justine Alvine Sirois, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Joseph Anthyme Roy, agent, tous deux de la paroisse de l'Île-Verte, et le dit Joseph Anthyme Roy mis en cause pour autoriser sa dite épouse, Marie Émilie Marguerite Sirois, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Jean Julien Henri Pelletier, marchand, tous deux de la paroisse de Saint-Raymond, et le dit Jean Julien Henri Pelletier mis en cause pour autoriser sa dite épouse, sont Demandeurs; et Joseph François Emile Carrier, commis, Jules Côté, écuyer, notaire, Dame Marie Marguerite Cécile Carrier, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Joseph Elzéar Cyrille Pelletier, écuyer, notaire, et le dit Joseph Elzéar Cyrille Pelletier mis en cause pour autoriser sa dite épouse, tous de la cité de Québec, Défendeurs, sous le No. 1395, ordonnant la licitation des immeubles décrits comme suit, savoir :

1° Un lot de terrain désigné par le numéro deux mille cent vingt-huit (No. 2128), au cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec, contenant trente-neuf pieds et deux pouces de front sur la rue Saint-Pierre, sur trente huit pieds et cinq pouces de profondeur, faisant face en arrière au marché Finlay—avec bâtisse.

2° Un lot de terrain désigné par le numéro mille neuf cent soixante-six (No. 1966), au cadastre officiel pour le quartier Saint Pierre, de la cité de Québec, contenant environ quatre-vingt-sept pieds sur la rue Saint-Paul, et environ cinquante-trois pieds et demi sur la rue Saint-Nicolas, et cinq mille sept cent dix pieds en superficie—avec quatre maisons et dépendances dessus construites.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère pour être vendus et adjugés au plus haut offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice, en la cité de Québec; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier de charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

4097

M. CHOUINARD,
Procureur des demandeurs.
[Première publication, 9 novembre 1895.]

Official Gazette, in which it is ordered to be published twice in the english and french languages.

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

4180

Licitation

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 1395.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and in virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city of Quebec, in the district of Quebec, on the thirty-first day of December, one thousand eight hundred and ninety-one, in a cause wherein Marie Josephine Sirois, of Fraserville, spinster, Marie Justine Alvine Sirois, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Anthyme Roy, agent, both of the parish of l'Île Verte, and the said Joseph Anthyme Roy a party hereunto to authorize his said wife, Marie Émilie Marguerite Sirois, wife separated as to property by marriage contract of Jean Julien Henri Pelletier, merchant, both of the parish of Saint Raymond, and the said Jean Julien Henri Pelletier a party hereunto to authorize his said wife, are Plaintiffs; and Joseph François Emile Carrier, clerk, Jules Côté, esquire, notary, Dame Marie Marguerite Cécile Carrier, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Elzéar Cyrille Pelletier, esquire, notary, and the said Joseph Elzéar Cyrille Pelletier a party hereunto to authorize his said wife, all of the city of Quebec, are defendants, under the No. 1395, ordering the licitation of the following immoveable property, described as follows, to wit :

1° A lot of land designated as number two thousand one hundred and twenty eight (No. 2128), on the official cadastre for Saint Peter's ward, of the city of Quebec, containing thirty-nine feet two inches in front on Saint Peter street, by thirty-eight feet five inches in depth, facing in rear the Finlay Market—with building.

2° A lot of land designated as number one thousand nine hundred and sixty-six (No. 1966), of the official cadastre for Saint Peter's ward, of the city of Quebec, containing about eighty-seven feet on Saint Paul street, and about fifty-three feet and a half on Saint Nicholas street, and five thousand seven hundred and ten feet in area—with four houses and dependencies thereon erected.

The immoveable properties herein above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room, in the court house, in the city of Quebec; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation must be filed in the office of the protonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and oppositions for payment *afin de conserver* must be filed within the six days next after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

4098

M. CHOUINARD,
Attorney for plaintiffs.
[First published, 9th November, 1895.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juge.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **MACLEAY & RIDDLE**,
No. 83. } **A. DLE FRERES**, Demandeurs ; contre **DAME MARGARET RICKER**, veuve de feu Wm. John Lunnie, *et al.*, et **LEVI STEVENS**, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs du dit feu Wm. John Lunnie, Défendeurs.

La moitié sud-est du lot numéro quinze, dans le huitième rang du canton de Tingwick, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, et l'allouance ordinaire pour grands chemins—avec les bâtisses y érigées ; lequel immeuble est maintenant connu sous le numéro huit cent onze (811), du cadastre officiel pour le dit canton de Tingwick.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint Patrice de Tingwick, le **DIXIEME** jour de **JANVIER** prochain (1896), à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de janvier prochain (1896).

HEMMING & TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 8 novembre 1895. 4133
[Première publication, 9 novembre 1895.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **P. E. CREPEAU**, écr.,
No. 160. } **L. et al.**, Demandeurs ; contre **GEORGE TREE**, *es qualité*, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur *es qualité* :

La moitié indivise d'un certain morceau de terre sis et situé dans le canton de Durham, étant la moitié sud-ouest de la moitié sud-est du lot de terre numéro dix, du cinquième rang du canton de Durham, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins—l'allouance pour le grand chemin—et les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Drummond, à Drummondville, le **DIXIEME** jour de **JANVIER** prochain (1896), à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le onzième jour de janvier prochain, 1896.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 30 octobre 1895. 4063
[Première publication, 9 novembre 1895.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **MACLEAY & RIDDLE**,
No. 83. } **A. BROTHERS**, Plaintiffs ; against **DAME MARGARET RICKER**, widow of the late Wm. John Lunnie, *et al.*, and **LEVI STEVENS**, in his capacity of tutor to the minor children of said late Wm. John Lunnie, Defendants.

The south east half of the lot number fifteen, in the eighth range of lots in the township of Tingwick, containing one hundred acres in superficies, be the same more or less, with the usual allowance for highways—with the buildings thereon erected ; said immoveable being now known under number eight hundred and eleven (811), of official cadastre for said township of Tingwick.

To be sold at the parochial church door of Saint Patrick of Tingwick, on the **TENTH** day of **JANUARY** next (1896), at **ELEVEN** o'clock in the morning. Said writ returnable on the eighteenth day of January next (1896).

HEMMING & TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaskaville, 8th November, 1895. 4134
[First published, 9th November, 1895.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **P. E. CREPEAU**, Esq.,
No. 160. } **L. et al.**, Plaintiffs ; against **GEORGE TREE**, *es qualité*, Defendant.

As belonging to the defendant *es qualité* :

The undivided half of that tract or parcel of land lying and situate in the township of Durham, and being the south west half of the south east half of the lot of land number ten, in the fifth range of the said township of Durham, containing fifty acres in superficies, more or less—allowance for highways—and the buildings and other dependencies thereon erected and made.

To be sold at the registry office for the county of Drummond, at Drummondville, on the **TENTH** day of **JANUARY** next (1896), at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the eleventh day of January next, 1896.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Shérif.
Arthabaskaville, 30th October, 1895. 4064
[First published, 9th November, 1895.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article

mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-assigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour de Magistrats, dans et pour le comté de Compton, dans le village de Mégantic, district de Saint-François.

Beauce, à savoir : } **NAPOLÉON TURGEON**, journalier, résidant au village de Mégantic, Demandeur; contre **FERDINAND VEILLEUX**, cultivateur, résidant dans le canton de Gayhurst, paroisse de Saint-Samuel, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Samuel, étant le lot numéro huit, du huitième rang du canton de Gayhurst, numéro quatre cent quarante-deux (442), du cadastre officiel du susdit canton.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le DIX-SEPTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de décembre prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 8 octobre 1895. 3731-2
[Première publication, 12 octobre 1895.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-assigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS CONTRE MEUBLES ET IMMEUBLES.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Province de Québec, } **WILLIAM B. DARLING**
District de Bedford. } **ET WILLIAM HENRY**
No. 663. } **TAPLEY**, tous deux agents financiers, des cité et district de Montréal, y faisant affaires comme tels en société sous les nom et raison de Tapley & Darling, Demandeurs; contre les meubles et immeubles de **DAME ADDIE L. BLAKELY**, du village de Bedford, dans le district de Bedford, fille majeure et usant de ses droits, et al., Défendeurs.

Ces emplacements ou lots de village dans la ville de Bedford, dans le comté de Missisquoi et district de Bedford, formant partie du lot de terre numéro neuf (9), dans le sixième (6e) rang de l'arpentage primitif du canton de Stanbridge, et étant maintenant désignés sous les numéros de cadastre dix-sept cent quarante-deux (1742), dix-sept cent quarante-trois (1743), dix-sept cent quarante-quatre (1744) et seize cent quatre-vingt-dix-huit (1698), des plan

700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

In the Magistrate's Court, in and for the county of Compton, at village of Mégantic, district of Saint-François.

Beauce, to wit : } **NAPOLÉON TURGEON**, laborer, residing at the village of Mégantic, Plaintiff; against **FERDINAND VEILLEUX**, farmer, residing in the township of Gayhurst, parish of Saint-Samuel, Defendant, viz :

A land situated in the parish of Saint-Samuel, being the lot number eight, in the eighth range of the township of Gayhurst, number four hundred and forty-two (442), of the official cadastre of the said township.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint-François de la Beauce, the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable the twenty-third day of December next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 8th October, 1895. 3732
[First published, 12th October, 1895.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS AGAINST GOODS AND LANDS.

Superior Court—District of Montreal.

Province of Québec, } **WILLIAM B. DAR-**
District of Bedford. } **LING AND WILLIAM**
No. 663. } **HENRY TAPLEY**, both financial agents, of the city and district of Montreal, and there doing business as such in copartnership under the name and style of Tapley and Darling, Plaintiffs; against the goods and lands of **DAME ADDIE L. BLAKELY**, of the village of Bedford, in the district of Bedford, *fille majeure et usant de ses droits, et al., Défendants.*

Those certain emplacements or village lots in the town of Bedford in the county of Missisquoi and district of Bedford and forming part of the lot of land number nine (9), in the sixth (6th) range of the primitive survey of the township of Stanbridge, and being now designated by the cadastral numbers seventeen hundred and forty-two (1742), seventeen hundred and forty-three (1743), seventeen hundred and forty-four (1744) and sixteen hundred and

et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Tous les dits lots faisant front sur la rue de la Rivière, dans la dite ville de Bedford. Les susdits numéros dix-sept cent quarante-deux (1742), dix-sept cent quarante-trois (1743) et dix-sept cent quarante-quatre (1744), pour être vendus comme un seul lot.

Pour être vendus comme appartenant à Dame Addie L. Blackely, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien de Bedford, dans la ville de Bedford et district de Bedford, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, 1896, à QUATRE heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de janvier prochain, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif,
Sweetsburg, 31 octobre 1895. 4091
[Première publication, 9 novembre 1895.]

FIERI FACIAS CONTRE MEUBLES ET IMMEUBLES.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } JEREMIAH RICARD, de
District de Bedford. } la paroisse de Saint-
No. 5645. } Thomas, dans le district de
Bedford, cultivateur, Demandeur ; contre les meubles et immeubles de GEORGE ALBERT CRELLER, de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, dans le district de Bedford, Défendeur.

Ce morceau de terre étant la partie nord du lot numéro quinze, dans la neuvième concession de la seigneurie de Foucault ; borné au nord par les numéros deux cent quarante et deux cent quarante-deux, au sud par le numéro deux cent trente-sept, à l'est par le numéro cent quatre-vingt-dix-sept, et à l'ouest par une route, et contenant environ cinquante acres en superficie, connu maintenant aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, sous le numéro deux cent trente-huit (238).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques de Clarenceville, dans la paroisse de Saint-George de Clarenceville et district de Bedford, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, 1896, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de janvier prochain, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif,
Sweetsburg, 28 octobre 1895. 4031
[Première publication, 2 novembre 1895.]

FIERI FACIAS CONTRE MEUBLES ET IMMEUBLES.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } FREDERICK A. BRIGGS,
District de Bedford. } de la ville de Waterloo,
No. 5624. } dans le district de Bedford,
étudiant, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME SUSAN JANE HEFFERNON ET AL., Défendeurs.

Lot numéro trois cent quarante (340), du plan du cadastre et livre de renvoi du canton de Shefford, dans le district de Bedford—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites ; étant la moitié est du lot numéro seize, dans le huitième rang des lots du dit canton, et borné comme suit, à savoir : au nord et au sud par les chemins publics, à l'est par le lot de cadastre numéro trois cent trente-neuf (339), et à l'ouest par le lot de cadastre numéro trois cent quarante et un (341), du dit canton de Shefford.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joachim de Shefford, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-unième jour de décembre prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif,
Sweetsburg, 7 octobre 1895. 3733-2
[Première publication, 12 octobre 1895.]

ninety-eight (1698), on the official plan and in the book of reference of the said township of Stanbridge—with all the buildings and improvements thereon erected.

All of the said lots fronting on River street, in the said town of Bedford. The above numbers seventeen hundred and forty-two (1742), seventeen hundred and forty-three (1743) and seventeen hundred and forty-four (1744), to be sold *en bloc*.

To be sold as belonging to Dame Addie L. Blackely, at the parish church door of Saint Damien de Bedford, in the town of Bedford, and district of Bedford, on the ELEVENTH day of JANUARY next, 1896, at the hour of FOUR of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the fifteenth day of January next, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff,
Sweetsburg, 31st October, 1895. 4092
[First published, 9th November, 1895.]

FIERI FACIAS AGAINST GOODS AND LANDS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, } JEREMIAH RICARD, of
District of Bedford. } the parish of Saint Thomas,
No. 5645. } in the district of Bedford, farmer, Plaintiff ; against the goods and lands of GEORGE ALBERT CRELLER, of the parish of Saint George de Clarenceville, in the district of Bedford, Defendant.

That parcel of land being the north part of lot number fifteen, in the ninth concession of the seigniorie of Foucault ; bounded on the north by numbers two hundred and forty and two hundred and fifty-two, southerly by number two hundred and thirty-seven, east by number one hundred and ninety-nine, and west by a by-road, and containing about fifty acres in superficies, and now known on the official plan and book of reference of the parish of Saint George de Clarenceville, by the number two hundred and thirty-eight (238).

To be sold at the parish church door of Saint-Jacques de Clarenceville, in the parish of Saint George de Clarenceville, and district of Bedford, on the NINTH day of January next, 1896, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the fifteenth day of January next, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff,
Sweetsburg, 28th October, 1895. 4032
[First published, 2nd November, 1895.]

FIERI FACIAS AGAINST GOODS AND LANDS.

Superior Court.

Province of Quebec, } FREDERICK A. BRIGGS,
District of Bedford. } of the town of Waterloo,
No. 5624. } in the district of Bedford,
student, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME SUSAN JANE HEFFERNON ET AL., Defendants.

Lot number three hundred and forty (340), of the cadastral plan and book of reference of the township of Shefford, in the district of Bedford—with the buildings and improvements thereon erected and made ; being the east half of lot number sixteen, in the eighth range of lots in said township, and bounded as follows, to wit : north and south by public roads, east by cadastral lot number three hundred and thirty-nine (339), and west by cadastral lot number three hundred and forty-one (341), of the said township of Shefford.

To be sold at the parish church door of Saint Joachim de Shefford, in the county of Shefford and district of Bedford, on the SEVENTEETH day of DECEMBER next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the twenty-first day of December next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff,
Sweetsburg, 7th October, 1895. 3734
[First published, 12th October, 1895.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **A LDEI L. GOSSELIN**,
No. 265. } Étudiant, de la paroisse
de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville,
Demandeur; contre les terres et tenements de
NOEL MASSEAU, cultivateur, de la dite paroisse
de Saint-Alexandre, Défendeur.

Une terre située au côté est du chemin public, sur la cinquième concession de Sabrevois, en la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro quatre cent sept (No. 407), de la contenance de deux arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Alexandre susdite, le **SEIZIÈME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de décembre prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 9 octobre 1895. 3759-2
[Première publication, 12 octobre 1895.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir : } **DAME ELMIRE CROZE**
No. 2681. } DIT PROVENCAL, de la
paroisse de Sainte-Julienne, épouse contractuellement séparée de biens de Wibroad Coiton dit Saint-Jean, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse à ester en justice; contre **PLACIDE LAMOUREUX**, de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, Défendeur.

Un emplacement situé au village de la pa-

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint John's, to wit : } **A LDEI L. GOSSELIN**,
No. 265. } A student, of the parish
of Saint Alexandre, in the district of Iberville,
Plaintiff; against the lands and tenements of **NOEL MASSEAU**, farmer, of the said parish of Saint Alexandre, Defendant.

A farm situated on the east side of the public road, on the fifth concession of Sabrevois, in the parish of Saint Alexandre, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under the number four hundred and seven (No. 407), containing two arpents in front by twenty-eight arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Alexandre aforesaid, on the **SIXTEENTH** day of **DECEMBER** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the seventeenth day of December next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John's, 9th October, 1895. 3760
[First published, 12th October, 1895.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit : } **DAME ELMIRE CROZE** dit
No. 2681. } DIT PROVENCAL, of the
parish of Sainte-Julienne, wife separated as to property by marriage contract of Wibroad Coiton dit Saint-Jean, and the latter to authorize his said wife to sue; against **PLACIDE LAMOUREUX**, of the parish of Saint-Henri de Mascouche, Defendant.

A lot situate in the village of the parish of Saint

roisse de Saint-Henri de Mascouche, contenant en superficie environ quarante perches et quatre-vingt-trois pieds—bâti de maison et autres dépendances, et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, sous le numéro quatre cent dix-huit (418).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huit de janvier prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 4 novembre 1895.
[Première publication, 9 novembre 1895.]

Shérif.
4123

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir : } FÉLIX MISAEL TRU-
No. 2668. } DEAU, marchand, de la
paroisse de Bienheureux Alphonse de Rodriguez ;
contre HORMISDAS TESSIER, cultivateur, du
même lieu.

1° Un terrain faisant partie du lot désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Bienheureux Alphonse de Rodriguez, sous le numéro dix (10), du troisième rang des augmentations du canton Kildare ; borné au nord-ouest par le quatrième rang des dites augmentations, au sud-ouest par Gilbert Brisson ou représentants, au nord-est par Samuel Steinson ou représentants, et au sud-est par le lac Long.

2° Un terrain faisant partie du lot désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro neuf C, du dit troisième rang ; borné au nord-ouest par le lot numéro neuf B, du dit rang, au sud-ouest par le lot numéro neuf, du dit rang, vers l'est par le lac Long, et vers le sud-est par le résidu du dit lot appartenant à Joseph Richard.

3° Une terre désignée aux dits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro neuf B (9 B), du dit troisième rang.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Bienheureux Alphonse de Rodriguez, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de décembre prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 8 octobre 1895.
[Première publication, 26 octobre 1895.]

Shérif.
3757-2

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIE DENISE
No. 1642. } COUTURIER, de la
paroisse de Saint-Lazare, dans le district de Montréal, veuve de feu Jacques Rozon, en son vivant aussi du même lieu, Demanderesse ; contre les terres

Henri de Mascouche, containing in area about forty perches and eighty-three feet—with a house and other dependencies erected thereon, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, as number four hundred and eighteen (418).

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Mascouche, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the eighteenth day of January next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 4th November, 1895.
[First published, 9th November, 1895.]

Sheriff.
4124

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit : } FÉLIX MISAEL TRUDEAU,
No. 2668. } merchant, of the parish of
Blessed Alphonse de Rodriguez ; against HORMISDAS TESSIER, farmer, of the same place.

1° A lot forming part of the lot designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Blessed Alphonse de Rodriguez, as number ten (10), of the third range of the gore of the township Kildare ; bounded on the north west by the fourth range of the said gore, on the south west by Gilbert Brisson or representatives, on the north east by Samuel Steinson or representatives, and on the south east by lake Long.

2° A land forming part of the lot designated on the official plan and book of reference, as number nine C, of the said third range ; bounded on the north west by lot number nine B, of the said range, on the south west by number nine, of the said range, and on the east by Lake Long, and on the south east by the residue of the said lot belonging to Joseph Richard.

3° A land designated on the said official plan and book of reference, as number nine B, of the said third range.

To be sold at the church door of the parish of Blessed Alphonse de Rodriguez, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of December next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 8th October, 1895.
[First published, 26th October, 1895.]

Sheriff.
3758

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *en d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARIE DENISE
No. 1642. } COUTURIER, of the parish of Saint Lazare, in the district of Montreal, widow of the late Jacques Rozon, in his lifetime also of the same place, Plaintiff ; against the lands

et tenements de JACQUES ROZON, de la dite paroisse de Saint-Lazare, dit district, Défendeur.

1° Un lopin de terre situé au côté est de la Côte Saint-Louis, de la paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil, district de Montréal, formé des lots de terre numéros trente quatre et trente-cinq (Nos. 34 et 35), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, contenant cinquante-cinq arpents et quatre-vingt-quinze perches en superficie—avec bâtisses dessus construites, et ne formant qu'une seule exploitation.

2° La moitié nord d'un lot de terre situé au même lieu, connu et désigné au cadastre hypothécaire de la dite paroisse de Saint-Lazare, sous le numéro cinq cent seize (516); borné vers le sud par un chemin public, vers le nord par le numéro cinq cent quarante-cinq (545), vers l'est par le numéro cinq cent quinze (515), vers l'ouest par le numéro cinq cent dix-sept (517), mesurant en front un arpent et cinq perches sur vingt arpents en profondeur, et contenant en superficie trente arpents—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lazare, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de janvier prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 6 novembre 1895. 4153
[Première publication, 9 novembre 1895.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

(COUR D'ÉCHIQUEUR DU CANADA.)

Montréal, à savoir : } **LA REINE**, sur la plainte du procureur-général pour la Puissance du Canada, Demanderesse; contre les terres et tenements de **PATRICK LARKIN, NICHOLAS KNIGHT CONNOLLY, MICHAEL CONNOLLY, OWEN E. MURPHY AND ROBERT H. MCGREEVY**, Défendeurs.

Saisis comme appartenant à Nicholas Knight Connolly, un des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir :

1° Un certain lot de terre vacant sis et situé dans le quartier Saint-Jacques, en la cité et district de Montréal; borné en front par la rue Saint-André, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-quatorze, de la subdivision du lot numéro mille deux cent sept (1207-74), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal.

2° Un certain lot de terre vacant sis et situé dans le quartier Saint-Jacques, en les cité et district de Montréal; borné en front par la rue Saint-André, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-quinze, de la subdivision du lot numéro mille deux cent sept (1207-75), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, dans la dite cité de Montréal.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 6 novembre 1895. 4155
[Première publication, 9 novembre 1895.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, requérant la vente d'immeuble de PROPRIETAIRES INCONNUS, l'immeuble suivant, à savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Gabriel, de la cité de Montréal, connu et désigné comme lot numéro trois mille quarante et un (No. 3041), des plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal; le dit lot

and tenements of JACQUES ROZON, of the said parish of Saint Lazare, said district, Defendant.

1° A lot of land situate on the east side of Cote Saint Louis, of the parish of Saint Lazare, in the county of Vaudreuil, in the district of Montreal, made up of lots of land numbers thirty-four and thirty-five (Nos. 34 and 35), of the official plan and book of reference of the said parish, containing fifty-five arpents and ninety-five perches in area—with buildings thereon erected, and forming only one and the same plot.

2° The north half of a lot of land situate at the same place, known and designated on the registration cadastre of the said parish of Saint Lazare, as number five hundred and sixteen (516); bounded on the south by a public road, on the north by number five hundred and forty-five (545), on the east by number five hundred and fifteen (515), on the west by number five hundred and seventeen (517), measuring in front one arpent and five perches by twenty arpents in depth, and containing thirty arpents in area—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Lazare, on the TENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of January next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 6th November, 1895. 4154
[First published, 9th November, 1895.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

(EXCHEQUER COURT OF CANADA.)

Montreal, to wit : } **THE QUEEN**, on complaint of the Attorney-General for the Dominion of Canada, Plaintiff; against the lands and tenements of **PATRICK LARKIN, NICHOLAS KNIGHT CONNOLLY, MICHAEL CONNOLLY, OWEN E. MURPHY AND ROBERT H. MCGREEVY**, Defendants.

Seized as belonging to Nicholas Knight Connolly, one of the said defendants, the following immovable property, to wit :

1° A certain vacant lot of land situate and being in Saint James ward, in the city and district of Montreal; bounded in front by Saint Andrew street, known and designated as being lot number seventy-four, of the subdivision of lot number twelve hundred and seven (No. 1207-74), of the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal.

2° A certain vacant lot of land situate and being in Saint James ward, in the city and district of Montreal; bounded in front by Saint Andrew street, known and designated as being lot number seventy-five, of the subdivision of lot number twelve hundred and seven (1207-75), of the official plan and book of reference of Saint James ward, in the said city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 6th November, 1895. 4156
[First published, 9th November, 1895.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY**, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, petitioners for sale of immovable upon UNKNOWN PROPRIETORS, the following immovable, to wit :

A lot of ground situate in the Saint Gabriel ward, of the city of Montreal, known and distinguished as lot number three thousand and forty-one (No. 3041), on the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal; said lot

faisant front sur la rue Centre—avec les bâties et autres bâties sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 6 novembre 1895. 4149
[Première publication, 9 novembre 1895.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH M. BOUDREAU,
No. 5954. } bourgeois, de la cité et
district de Montréal, Demandeur ; contre les terres
et tenements de LEON LEGOURI CORBEIL,
écuyer, avocat, de la cité et du district de Montréal,
Défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro douze cent quarante-sept (No. 1247), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie ; borné en front par l'avenue DeLorimier, de la contenance de cinquante piels de front sur une profondeur moyenne de cent cinquante-deux piels, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—sans bâties.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de janvier prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 6 novembre 1895. 4151
[Première publication, 9 novembre 1895.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit pour le district de Montréal.

Montréal, à savoir : } SAUL HARDY, épicier,
No. 8044. } du Canton de Chambly,
district de Montréal, Demandeur ; contre les terres
et tenements de J. B. JEUNETEAUX et AUGUSTE JEUNETEAUX, tous deux du Canton
Chambly, district de Montréal, Défendeur.

Saisie comme appartenant au dit J. B. Jeune-teaux, l'un des dits Défendeurs, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre ou emplacement sis et situé en le village du Canton de Chambly, district de Montréal ; borné en front par la rue Bourgogne, connu et désigné comme subdivision sept (7), du lot numéro cent onze (111), des plan et livre de renvoi officiels du village du Canton de Chambly—avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Chambly, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de janvier prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 6 novembre 1895. 4025
[Première publication, 2 novembre 1895 est nulle.]

[Première publication, 9 novembre 1895.]

Notices par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente,

fronting on Centre street—with brick dwellings and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 6th November, 1895. 4150
[First published, 9th November, 1895.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH M. BOUDREAU,
No. 5951. } gentleman, of the city and
district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and
tenements of LEON LEGOURI CORBEIL, esquire,
advocate, of the city and district of Montreal,
Defendant.

A lot situate on Saint Mary's ward, of the city of Montreal, known and designated as number twelve hundred and forty-seven (No. 1247), of the official plan and book of reference of the Saint Mary's ward ; bounded in front by DeLorimier avenue, containing fifty feet in front by an average depth of one hundred and fifty-two feet, more or less, without warranty as to precise measurement—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of January next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 6th November, 1895. 4152
[First published, 9th November, 1895.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court for the district of Montreal.

Montreal, to wit : } SAUL HARDY, grocer,
No. 8044. } of the Canton Chambly,
district of Montreal, Plaintiff ; against the lands
and tenements of J. B. JEUNETEAUX and AUGUSTE JEUNETEAUX, both of the Canton
Chambly, district of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to the said J. B. Jeune-teaux, one of the said defendants, the following immoveable property, to wit :

A lot of land situate and being in the village of Canton Chambly, district of Montreal ; bounded in front by Bourgogne street, known and designated as subdivision seven (7), of lot number one hundred and eleven (111), of the official plan and book of reference of the village of Canton Chambly—with a house and buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Chambly, on the ELEVENTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the eighteenth day of January next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 6th November, 1895. 4026
[First published, 2nd November, 1895 is null.]

[First published, 9th November, 1895.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge or other oppositions to the sale, except in case of Venditioni Exponas,

excepté dans les cas de *Vendition Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } **L**A CITE DE QUEBEC; No. 2251. } contre THEOPHILE DES-LAURIERS, des cité et district de Québec, charpentier, à savoir:

Le lot numéro cinq cent trente (530), du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Saint-François—circonstances et dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingtième jour de janvier prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 7 novembre 1895. [Première publication, 9 novembre 1895.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **E**LEONORE GUERARD, de No. 1828. } Québec, épicière, veuve de feu Jean-Baptiste Elzéar Dion, en son vivant aussi épicière, du même lieu; contre ALEXANDRE VAILLANCOURT, peintre, et HECTOR VAILLANCOURT, plombier, tous deux de la cité de Québec, à savoir:

Saisi comme appartenant au dit Alexandre Vailancourt:

Le lot numéro sept cent soixante et onze (771), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un terrain situé sur le côté sud de la rue Hermine—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de janvier prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 7 novembre 1895. [Première publication, 9 novembre 1895.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **P**IERRE ACHILLE BOUR- No. 521. } GET, du village de Lauzon, marchand; contre SARAH COLLINS, du village de Lauzon, rentière, à savoir:

Le lot numéro mille soixante et quinze (1075) et le numéro mille soixante et seize (1076), du cadastre officiel du village de Lauzon, étant un emplacement situé coin des rues Saint-Joseph et Saint-Charles, pour être vendu en un seul et même lot, et à la charge d'une rente constituée de trente piastres, payable le premier d'août de chaque année à Charles Samson ou ses représentants—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, comté de Lévis, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de janvier prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 7 novembre 1895. [Première publication, 9 novembre 1895.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } **L**A CITE DE QUEBEC; No. 2987. } contre MICHEL GOULET, des cité et district de Québec, à savoir:

Le lot numéro quatre cent quatre-vingt-onze (491), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec étant un terrain situé sur la

are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit: } **T**HE CITY OF QUEBEC; No. 2251. } against THEOPHILE DES-LAURIERS, of the city and district of Quebec, carpenter, to wit:

Lot number five hundred and thirty (530), of the official cadastre for Saint Roch's ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Saint Francis street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twentieth day of January next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 7th November, 1895. [First published, 9th November, 1895.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **E**LEONORE GUERARD, of No. 1828. } Québec, grocer, widow of the late Jean Baptiste Elzéar Dion, in his lifetime also grocer, of the same place; against ALEXANDRE VAILLANCOURT, painter, and HECTOR VAILLANCOURT, plumber, both of the city of Québec, to wit:

Seized as belonging to the said Alexandre Vailancourt:

Lot number seven hundred and seventy-one (No. 771), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot situate on the south side of Hermine street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the eighteenth day of January next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 7th November, 1895. [First published, 9th November, 1895.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **P**IERRE ACHILLE BOUR- No. 521. } GET, of the village of Lauzon, merchant; against SARAH COLLINS, of the village of Lauzon, rentière, to wit:

Lots numbers one thousand and seventy-five (1075) and one thousand and seventy-six (1076), of the official cadastre of the village of Lauzon, being a lot situate on the corner of Saint Joseph and Saint Charles streets, to be sold as one and the same lot, and subject to the charge of a constituted rent of thirty dollars, payable on the first of August of every year, to Charles Samson or his representatives—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Joseph de Lévis, county of Lévis, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of January next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 7th November, 1895. [First published, 9th November, 1895.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit: } **T**HE CITY OF QUEBEC; No. 2987. } against MICHEL GOULET, of the city and district of Quebec, to wit:

Lot number four hundred and ninety-one (491), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot of land sit-

rue Arago—avec bâtisses ; sujet à une rente annuelle de cinq piastres, payable le 29 septembre à MM. Gaspard Nicolas et Roch Paschal Boisseau.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingtième jour de décembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 10 octobre 1895. 3777-2
[Première publication, 12 octobre 1895.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où ELOISE No. 1542. } (aussi appelée ADELAIDE) BOUCHER, de la cité de Québec, veuve de Félix Giroux, (ancien maçon) en son vivant employé civil, de la cité de Québec, était Demandeur ; PIERRE VILLENEUVE, de la paroisse de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg, était Défendeur ; Barnabé Parent, de la même paroisse, était mis en cause, et Thomas Lefebvre, écuyer, avocat, de la cité de Québec, était procureur distrayant de la demanderesse, et dite demanderesse Eloise Boucher ; contre le dit Pierre Villeneuve, à savoir :

1° Le lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept (No. 297), du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un lot de terre situé au lieu appelé l'Auvergne—avec bâtisses.

2° Le lot numéro cent vingt-sept (No. 127), du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un lot de terre situé fief Saint-Joseph ou L'Epinay.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON.

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 10 octobre 1895. 3775-2
[Première publication, 12 octobre 1895.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **J**EAN-BAPTISTE SANS- No. 2538. } FAÇON, de Québec, charretier ; contre DELIMA BOUCHARD, fille majeure, de Québec, à savoir :

Le lot numéro dix-sept cent quatre-vingt-douze (1792), du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Sainte-Hélène—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingtième jour de décembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON.

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 10 octobre 1895. 3773-2
[Première publication, 12 octobre 1895.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **E**DMOND PARE, de Qué- No. 3098. } bec, avocat ; contre GEORGES MICHEL DIT TAILLON, de Québec, en sa qualité de tuteur à son enfant mineur, aussi de Québec, à savoir :

1° Le quart indivis d'un lot de terre contenant en totalité deux arpents et quelques pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir de la clôture de traverse qui existe du côté nord du chemin qui passe sur le bord de la côte, en gagnant vers le nord jusqu'au trait carré de la route qui communique aux concessions de la paroisse du Château-Richer, ce qui peut former 24 arpents de profondeur, plus ou moins ; borné au nord-est à Joseph Gravel, et au sud-ouest par la route mentionnée—circonstances et dépendances. Le dit lot de terre faisant partie du lot No. 152, du cadastre officiel de la paroisse du Château-Richer.

tuat on Arago street—with buildings ; subject to an annual rent of five dollars, payable to Messrs. Roch Paschal and Gaspard Nicolas Boisseau, of Québec, on the twenty-ninth of September.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of December next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Québec, 10th October, 1895. 3778
[First published, 12th October, 1895.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a cause where ELOISE (also No. 1542. } called ADELAIDE) BOUCHER, of the city of Québec, widow of Félix Giroux, (formerly mason), in his lifetime civil employee, of the city of Québec, was Plaintiff ; PIERRE VILLENEUVE, of the parish of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, was Defendant ; Barnabé Parent, of the same parish, was *mis en cause*, and Thomas Lefebvre, esquire, advocate, of the city of Québec, was attorney distracting for costs of the plaintiff, and said plaintiff Eloise Boucher, against the said Pierre Villeneuve, to wit :

1° Lot number two hundred and ninety-seven (297), of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, county of Québec, being a lot of land situate at the place called L'Auvergne—without buildings.

2° Lot number one hundred and twenty-seven (No. 127), of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, county of Québec, being a lot of land situate in the *fief* Saint Joseph or L'Epinay.

To be sold at the parochial church door of the parish of Charlesbourg, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the thirty-first day of December next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Québec, 10th October, 1895. 3776
[First published, 12th October, 1895.]

FIERI FACIAS.

Québec Circuit.

Québec, to wit : } **J**EAN BAPTISTE SANSFA- No. 2538. } CON, of Québec, carter ; against DELIMA BOUCHARD, spinster, of Québec, to wit :

Lot number seventeen hundred and ninety-two (1792), of the official cadastre of Jacques Cartier ward, of the city of Québec, being a lot situate on Sainte Hélène street—with buildings.

To be sold in my office, at the city of Québec, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of December next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Québec, 10th October, 1895. 3774
[First published, 12th October, 1895.]

FIERI FACIAS.

Québec Circuit.

Québec, to wit : } **E**DMOND PARE, of Québec, No. 3098. } advocate, against GEORGES MICHEL DIT TAILLON, of Québec, in his quality of tutor to his minor child, also of Québec, to wit :

1° The undivided one fourth of a lot of land containing in all two arpents and some feet in front by the depth there may be starting from the cross fence which is on the north side of the road passing along the edge of the hill, running northwards to the division line of the by-road which leads to the concessions of the parish of Château Richer, making about 24 arpents in depth, more or less ; bounded on the north east by Joseph Gravel, and on the south west by the by-road above mentioned—circumstances and dependencies. Said lot forming part of lot No. 152, of the official cadastre of the parish of Château Richer.

2° Le quart indivis d'une terre contenant en totalité, à partir du fleuve Saint-Laurent, à basse marée, à aller en gagnant vers le nord jusqu'au chemin royal, un arpent et trois quarts de front; de là gagnant encore le nord jusqu'à la distance d'environ 23 arpents, deux arpents de front; et de là gagnant toujours le nord jusqu'au trait carré des terres du premier rang de la dite paroisse, un arpent et demi de front; joignant au nord-est partie à Romain Cauchon, partie à la dite route et partie à Epiphane Paré, et au sud-ouest partie à Joseph Trépanier et partie à François-Xavier Trépanier—circonstances et dépendances; étant les Nos. cent soixante et dix-huit, cent soixante et huit et cent soixante et neuf, des dits plan et cadastre de la dite paroisse du Château-Richer. A distraire et excepté des dits lots Nos. 169 et 178 les terrains possédés par la compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, et par Sieurs Joseph Gagnon, Henri Gravel et Jean-Baptiste Tanguay, d'après leurs titres respectifs.

3° Le quart indivis d'un lot de terre contenant en totalité cinq perches de front, plus ou moins, sur environ un arpent de profondeur; borné au sud au chemin Royal, au nord aux représentants de feu Louis L'Heureux, au nord-est à Ernest Rousseau, et au sud-ouest partie Léon Lambert—avec ensemble la juste moitié de la maison et des autres bâties y érigées, circonstances et dépendances; étant le lot No. 216, du cadastre officiel de la paroisse du Château-Richer. A distraire et excepté, cependant, du dit lot, le chemin de côte actuelle appartenant aux représentants de feu Louis L'Heureux.

4° Le quart indivis d'un lot de terre contenant en totalité neuf perches et cinq pieds de front, plus ou moins, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin Royal à aller en gagnant vers le sud jusqu'au fleuve Saint-Laurent, à basse marée; joignant au nord-est à Pierre Huot, et au sud-ouest à un nommé Verreau—avec ensemble la moitié de la grange y construite; étant le lot No. 362, du cadastre officiel de la paroisse du Château-Richer. A distraire et excepté du dit lot de terre le terrain vendu à la compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix. Les dits quarts des dits lots de terre pour être vendus à la charge de l'usufruit et jouissance d'Olivier Gallien et son épouse Delvie Simard, jusqu'au décès du dernier mourant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du Château-Richer, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quatorzième jour de décembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Quebec, 10 octobre 1895. 3779-2
[Première publication, 12 octobre 1895.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } BONIFACE COTE, de la cité
No. 2534. } de Québec, entrepreneur-
menuisier; contre FLAVIE CANTIN, veuve de
Louis Légaré, et JEAN-BAPTISTE LEGARE,
cultivateur, tous deux de la paroisse de l'Ancienne-
Lorette, conjointement et solidairement, à savoir:
1° Le lot numéro six cent soixante et douze (672),
du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-
Lorette, comté de Québec, étant un lot de terre
situé troisième concession de la seigneurie Demaure
—avec bâties.

2° Le lot numéro six cent soixante et treize (673),
du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-
Lorette, comté de Québec, étant un lot de terre
situé troisième concession de la seigneurie Demaure,
—avec bâties.

3° Le lot numéro six cent quatre-vingt-dix-sept
(697), du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-
Lorette, comté de Québec, étant un lot de

2° The undivided one fourth of a land containing in all, starting from the river Saint Lawrence, at low tide, and going northwards to the Queen's highway, one arpent and three quarters in front; from thence still northwards for a distance of about 23 arpents, two arpents in front; and from thence still running northwards to the division line of the lands of the first range of the said parish, one arpent and a half in front; bounded on the north east partly by Romain Cauchon, partly by the said by-road and partly by Epiphane Paré, and on the south west partly by Joseph Trepanier and partly by François-Xavier Trepanier—circumstances and dependencies; being Nos. one hundred and seventy-eight, one hundred and sixty-eight and one hundred and sixty-nine, of the said plan and cadastre of the said parish of Château Richer. Reserving and excepting from said lots Nos. 169 and 178, the lots owned by the Quebec, Montmorency and Charlevoix Railway Company, and by Messrs. Joseph Gagnon, Henri Gravel and Jean Baptiste Tanguay, according to their respective title deeds.

3° The undivided one fourth of a lot of land containing in all five perches in front, more or less, by about one arpent in depth; bounded on the south by the Queen's highway, on the north by the representatives of the late Louis L'Heureux, on the north east by Ernest Rousseau, and on the south west partly by Léon Lambert—together with the exact half of the house and outbuildings thereon erected, circumstances and dependencies; being lot No. 216, of the official cadastre of the parish of Chateau Richer. Reserving and excepting, however, from the said lot, the hill road (Côte) leading over the hill now belonging to the representatives of the late Louis L'Heureux.

4° The undivided one fourth of a lot of land containing in all nine perches and five feet in front, more or less, by the depth there may be from the Queen's highway, and running southwards to the river Saint Lawrence, at low tide; bounded on the north east by Pierre Huot, and on the south west by one Verreau—with half of the barn thereon erected; being lot No. 362, of the official cadastre of the parish of Chateau Richer. Reserving and excepting from the said lot of land the ground sold to the Quebec, Montmorency and Charlevoix railway company. The said fourths of the said lots of land to be sold subject to the charge of the usufruct and enjoyment thereof in favor of Olivier Gallien and his wife Delvie Simard, to the death of the last survivor.

To be sold at the parochial church door of the parish of Chateau Richer, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the fourteenth day of December next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 10th October, 1895. 3780
[First published, 12th October, 1895.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } BONIFACE COTE, of the city
No. 2534. } of Québec, joiner and contractor; against FLAVIE CANTIN, widow of Louis Légaré, and JEAN BAPTISTE LEGARE, farmer, both of the parish of Ancienne Lorette, jointly and severally, to wit:

1° Lot number six hundred and seventy-two (672), of the official cadastre of the parish of Ancienne Lorette, county of Québec, being a lot of land situate in the third concession of the seigniorie Demaure—with buildings.

2° Lot number six hundred and seventy-three (673), of the official cadastre of the parish of Ancienne Lorette, county of Québec, being a lot of land situate in the third concession of the seigniorie Demaure—with buildings.

3° Lot number six hundred and ninety-seven (697), of the official cadastre of the parish of Ancienne Lorette, county of Québec, being a lot of

terre situé quatrième concession de la seigneurie Demaure.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de l'Ancienne-Lorette, le QUATORZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de décembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 10 octobre 1895. 3771-2
[Première publication, 12 octobre 1895.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **DAME MARIE MORISSETTE**
No. 19960. } **ET VIR**, Demandeurs; contre
JOSEPH TESSIER, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-David, dans le rang Jonathan, étant le lot numéro quatre cent huit (No. 408), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David, d'un arpent et demi de front sur vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David, le DIXIÈME jour du mois de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour du mois de janvier prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 7 novembre 1895. 4177
[Première publication, 9 novembre 1895.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

land situate in the fourth concession of the seigniority—Demaure.

To be sold at the church door of the parish of Ancienne Lorette, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-third day of December next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 10th October, 1895. 3772
[First published, 12th October, 1895.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Circuit Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } **DAME MARIE MORISSETTE**
No. 19960. } **ET VIR**, Plaintiffs; against
JOSEPH TESSIER, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint David, in range Jonathan, being lot number four hundred and eight (No. 408), of the official cadastre of the said parish of Saint David, of one arpent and a half in front by twenty-eight arpents in depth, the whole more or less—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint David, on the TENTH day of the month of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of the month of January next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 7th November, 1895. 4178
[First published, 9th November, 1895.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District of Saguenay.

Malbaie, à savoir : } CHARLES SIMEON RIVER, marchand, de la cité de Québec, et MM. ANGERS & MARTIN, ses procureurs distrayants ; contre LOUIS OUELLET, cultivateur, de la paroisse Saint Etienne de la Malbaie, à savoir :

1° Tout l'usufruit du lot numéro trois cent quarante-deux (342), du cadastre officiel de la paroisse Saint-Etienne de la Malbaie, rang nord-est de la rivière Murray.

2° Tout l'usufruit du lot numéro deux cent seize (216), du même cadastre, rang Sainte-Julie.

Appartenant au défendeur en vertu du testament de feu Dame Anne Guérin, veuve de George Ouellet, en son vivant cultivateur, de Saint-Etienne de la Malbaie, reçu devant Kane, notaire, et témoins, à Saint-Etienne de la Malbaie, le vingt-cinq août mil huit cent quatre-vingt-neuf, sous forme authentique.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice, en la paroisse de la Malbaie, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de novembre prochain.

P. H. CIMON.

Bureau du Shérif, Malbaie, 7 septembre 1895. Shérif. 3351-3
[Première publication, 14 septembre 1895.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } ALEXANDER LEWIS McIVER, du canton de Bury, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME ANNIE B. McLEAN, du dit canton de Bury, veuve de feu John A. Smith, en son vivant de Bury susdit, maintenant décédée, tant personnellement comme ayant été commune en biens avec son dit feu mari qu'en sa qualité de tutrice dûment nommée à William Franklin Smith, Gordon Angus Smith, Angus H. L. Smith et Alexander Joseph Smith, enfants mineurs issus de son mariage avec le dit feu John A. Smith ; et Malcolm McLean, du canton de Whitton, dans le dit district, en sa qualité de tuteur dûment nommé à John Smith et Lewellen Smith, enfants mineurs issus du mariage du dit feu John A. Smith avec sa première femme Mary A. McDonald, aussi décédée, Défendeurs, à savoir :

Cette étendue ou morceau de terre sis et situé dans le canton de Bury, dans le district de Saint-François, connu comme les cinquante acres sud-est de la moitié sud-ouest du lot numéro trente-quatre, dans le huitième rang—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } CHARLES SIMEON RIVER, merchant, of the city of Quebec, and Messrs ANGERS & MARTIN, his attorneys, distracting ; against LOUIS OUELLET, farmer, of the parish of Saint Etienne de la Malbaie, to wit :

1° The whole usufruct of lot number three hundred and forty-two (342), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de la Malbaie, range north east of the Murray river.

2° The whole usufruct of lot number two hundred and sixteen (216), of the same cadastre, Sainte Julie range.

Belonging to the defendant in virtue of the last will and testament of the late Dame Anne Guérin, widow of George Ouellet, in his lifetime farmer, of Saint Etienne de la Malbaie, passed before Kane, notary, and witnesses, at Saint Etienne de la Malbaie, on the twenty-fifth of August, one thousand eight hundred and eighty-nine, in authentic form.

To be sold at my office, in the court house, in the parish of Malbaie, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-third day of November next.

P. H. CIMON.

Sheriff's Office, Malbaie, 7th September, 1895. Sherif. 3352
[First published, 14th September, 1895.]

Sheriff's Sales—St-François

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous the fifteen days next preceeding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } ALEXANDER LEWIS McIVER, of the township of Bury, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME ANNIE B. McLEAN, of the said township of Bury, widow of the late John A. Smith, in his lifetime of Bury aforesaid, now deceased, as well personally as having been *commune en biens* with her said late husband as in her quality of tutrix in due form of law appointed to William Franklin Smith, Gordon Angus Smith, Angus H. L. Smith and Alexander Joseph Smith, minor children issue of her marriage with the said late John A. Smith ; and Malcolm McLean, of the township of Whitton, in said district, in his quality of tutor in due form of law appointed to John Smith and Lewellen Smith, minor children issue of the marriage of the said late John A. Smith with his first wife Mary A. McDonald, also deceased, Defendants, to wit :

That certain tract or parcel of land situate and being in the township of Bury, in the district of Saint-François, known as the south east fifty acres of the south west half of the lot number thirty-four, in the eighth range—with the buildings and improvements thereon erected and made.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Compton, dans la ville de Cookshire, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour de février prochain,

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 6 novembre 1895. 4141
[Première publication, 9 novembre 1895.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } EUGENE D. HAW-
No. 825. } KINS ET LOUIS L.

DELAFIELD, tous deux de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, conseillers en loi, et y faisant affaires ensemble comme tels en société sous les nom et raison de Hawkins & Delafield, Demandeurs ; contre les terres et tenements de HEBER BISHOP, de la cité de Boston, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, médecin et chirurgien, Défendeur, à savoir :

Ce lot de terre sis et situé dans le canton de Westbury, dans le district de Saint-François, connu comme lot numéro quatorze, dans le quatrième rang du dit canton de Westbury, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Westbury, dans le dit canton de Westbury, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de janvier prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 9 octobre 1895. 3765-2
[Première publication, 12 octobre 1895.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } JEAN - BAPTISTE
No. 882. } OSCAR VILANDRE,

JOSEPH HORMIDAS VILANDRE ET GEORGIANNA LEPINE, veuve de feu Joseph Vilandré, en son vivant du canton de Wotton, dans le district de Saint-François, tous trois de Wotton susdit, marchands, et y faisant affaires comme tels en société sous le nom de "Vilandré Frères", Demandeurs ; contre les terres et tenements de CALIXTE BISSONNET, cultivateur, du même lieu, Défendeur, à savoir :

Le lot numéro trois, du seizième rang du dit canton de Wotton ; borné en front vers le nord-est au chemin de front des quinzième et seizième rangs, d'un côté vers le nord-ouest par le lot numéro deux, et de l'autre côté vers le sud-ouest au lot numéro quatre, en profondeur vers le sud-ouest au cordon qui divise le dit seizième rang d'avec le septième rang, contenant en superficie soixante et dix-neuf acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et améliorations faites. A charge par l'acquéreur de ce lot, de payer ce qui peut être dû au gouvernement et de se conformer à tous les règlements du département des terres de la Couronne jusqu'à l'obtention des lettres patentes pour le dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hypolite de Wotton, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour de décembre prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 10 octobre 1895. 3787-2
[Première publication, 12 octobre 1895.]

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, in the town of Cookshire, on the TENTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifth day of February next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 6th November, 1895. 4142
[First published, 9th November, 1895.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } EUGENE D. HAW-
No. 825. } KINS AND LOUIS L.

DELAFIELD, both of the city of New York, in the State of New York, one of the United States of America, counsellors at law, and as such doing business there together in partnership under the firm name and style of Hawkins & Delafield, Plaintiffs ; against the lands and tenements of HEBER BISHOP, of the city of Boston, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, physician and surgeon, Defendant, to wit :

That certain lot of land situate and being in the township of Westbury, in the district of Saint Francis, known as the lot number fourteen, in the fourth range of the said township of Westbury, containing two hundred acres of land in superficies, more or less—with all and every the improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Westbury, in the said township of Westbury, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of January next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 9th October, 1895. 3766
[First published, 12th October, 1895.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } JEAN BAPTISTE
No. 882. } OSCAR VILANDRE,

JOSEPH HORMIDAS VILANDRE AND GEORGIANNA LEPINE, widow of the late Joseph Vilandré, in his lifetime of the township of Wotton, in the district of Saint Francis, all three of Wotton aforesaid, merchants, and doing business there as such in partnership under the style "Vilandré Frères," Plaintiffs ; against the lands and tenements of CALIXTE BISSONNET, farmer, of the same place, Defendant, to wit :

Lot number three, of the sixteenth range of the said township of Wotton ; bounded in front to the north east by the front road of the fifteenth and sixteenth ranges, on one side to the north west by lot number two, and on the other side to the south west by lot number four, in depth to the south west by the division line which separates the said sixteenth range from the seventh range, containing in area seventy-nine acres of land, more or less—with the buildings thereon erected and improvements made. Subject to the charge upon the purchaser of this lot of paying whatever may be due to the government and complying with all the regulations of the Crown Lands Department until the letters patent are issued for the said lot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hypolite de Wotton, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the sixteenth day of December next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 10th October, 1895. 3788
[First published, 12th October, 1895.]

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } WILLIAM H. SO-
No. 815. } LOMON, du can-
ton de Stukely Nord, dans le district de Bedford,
cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tene-
ments de GEORGE B. CORAM, du village de Mel-
bourne, dans le district de Saint-François, Défен-
deur, à savoir :

Cette lisière ou morceau de terre situé dans le village de Melbourne, dans le district de Saint-François, plus particulièrement connu et désigné comme partie du lot numéro dix, dans le huitième rang des lots dudit canton de Melbourne, contenant environ un acre de terre en superficie, plus ou moins ; borné en front à l'est par le chemin de la Reine ou rue de front du dit village, en arrière à l'ouest, partie par la propriété des représentants de feu Joseph Smith et partie par William Beattie ou représentants, d'un côté au sud par William Beattie ou représentants, et du côté nord par la propriété de Leonard Thomas—avec les bâties sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Bibiane de Richmond, dans la ville de Richmond, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de janvier prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 9 octobre 1895. 3763-2
[Première publication, 12 octobre 1895.]

Ventes par le shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civil du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi ; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } CHARLES DE MON-
Ste-Scholastique, à savoir : } TIGNY, Deman-
No. 528. } deur ; contre JOSEPH
PALLISER, Défendeur, savoir :

1° Un emplacement situé en la ville de Lachute, ci-devant formant partie de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, sous le numéro sept cent vingt-six (No. 726)—avec les bâties dessus érigées.

2° Un autre emplacement situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro huit cent quatre-vingt-quatre (No. 884)—avec les bâties dessus érigées.

3° Un certain lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, comme faisant partie du lot numéro treize cent trente-quatre (No. 1334) ; borné au nord par le lot No. 1330, à l'est et au sud par l'autre partie du No. 1334, et à l'ouest par la rue Main (Main street)—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique

FIERI FACIAS.

In the Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } WILLIAM H. SOLO-
No. 815. } MON, of the town-
ship of North Stukely, in the district of Bedford,
farmer, Plaintiff ; against the lands and tenements
of GEORGE B. CORAM, of the village of Mel-
bourne, in the district of Saint Francis, Defendant,
to wit :

That certain tract of parcel of land situate in the village of Melbourne, in the district of Saint Francis, more particularly known and distinguished as part and portion of lot number ten, in the eighth range of lots in the said township of Melbourne, containing about one acre of land in superficies, more or less ; bounded in front to the east by the Queen's highway or front street of the said village, in rear to the west partly by the property of the representatives of the late Joseph Smith, and partly by William Beattie or representatives, on one side to the south by William Beattie or representatives, and on the north side by the property of Leonard Thomas—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Bibiane de Richmond, in the town of Richmond, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of January next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 9th October, 1895. 3764
[First published, 12th October, 1895.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Terrebonne, } CHARLES DE MON-
Ste-Scholastique, to wit : } TIGNY, Plaintiff ;
No. 528. } against JOSEPH PAL-
LISER, Defendant, to wit :

1° A lot situate in the town of Lachute, heretofore forming part of the parish of Saint Jerusalem d'Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Jerusalem d'Argenteuil, as number seven hundred and twenty-six (No. 726)—with the buildings thereon erected.

2° Another lot situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as number eight hundred and eighty-four (No. 884)—with the buildings thereon erected.

3° A certain lot of land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as forming part of lot number thirteen hundred and thirty-four (No. 1334) ; bounded on the north by lot No. 1330, on the east and on the south by the remaining part of No. 1334, and on the west by Main street—with buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the

de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, en la ville de Lachute, dit district, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de décembre prochain, 1895.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 1er octobre 1895. 3615-2
[Première publication, 5 octobre 1895.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } JOSEPH HERMAS
Ste-Scholastique, savoir : } LAFOND, marchand,
No. 182. } de la paroisse de Saint-
André, district de Terrebonne, Demandeur ; contre
C. TURPAIN, commerçant, de Bryson, dans le
comté de Pontiac, district d'Ottawa ; et PLACIDE
TURPAIN, cultivateur, de la paroisse de Saint-
André, district de Terrebonne ; et E. D. MAYO,
commerçant, de la cité des Trois-Rivières, district
des Trois-Rivières, Défendeurs, savoir :

La propriété appartenant à Placide Turpain, l'un
des défendeurs :

Une terre située en la paroisse de Saint-André,
district de Terrebonne, connue et désignée aux plan
et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de
Saint-André, sous les numéros six cent soixante-
neuf et six cent soixante-dix (Nos. 669 et 670)—
avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-André, dit district, le
DIXIEME jour de JANVIER prochain (1896), à
ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rappor-
table le vingt-deuxième jour de janvier prochain
(1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 4 novembre 1895. 4103
[Première publication, 9 novembre 1895.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } GAVIN J. WALKER,
Ste-Scholastique, savoir : } de la paroisse de
No. 535. } Saint-Jérusalem d'Argen-
teuil, district de Terrebonne, en sa qualité de cura-
teur dûment nommé à la faillite de Robert G.
Meikle, Demandeur ; contre ANTHIME ROBERT
et LOUIS GAUTHIER, tous deux cultivateurs, du
township de Chatham, dit district, Défendeurs,
savoir :

La propriété appartenant à Louis Gauthier, l'un
des défendeurs.

Une terre située dans le deuxième rang du town-
ship de Chatham, bloc C, district de Terrebonne,
connue et désignée aux plan et livre de renvoi offi-
ciels du dit township de Chatham, sous le numéro
quatre cent soixante-quatre (No. 464)—avec les
bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique
de Saint-Philippe d'Argenteuil, dit district, le
ONZIEME jour de JANVIER prochain (1896), à
MIDI. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième
jour de janvier prochain (1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 4 novembre 1895. 4101
[Première publication, 9 novembre 1895.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Terrebonne, } LA BANQUE DU PEU-
Sainte-Scholastique, } PLE, corps politique
savoir : No. 215a. } et incorporé, ayant son
principal bureau d'affaires en la cité et district de
Montréal, Demanderesse ; contre HILAIRE PAPI-
NEAU, cultivateur, de la paroisse de Saint-Janvier,
HORMISDAS PAPINEAU, du même lieu, et
WILFRID PAPINEAU ALIAS MONTIGNY ALIAS
PAPINEAU dit MONTIGNY, de la paroisse de
Saint-Canut, district de Terrebonne, Défendeurs,
savoir :

parish of Saint Jérusalem d'Argenteuil, in the town
of Lachute, said district, on the NINTH day of
DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in
the forenoon. Said writ returnable the twenty-third
day of December next.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 1st October, 1895. 3616
[First published, 5th October, 1895.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } JOSEPH HERMAS
Ste. Scholastique, to wit : } LAFOND, mer-
chant, of the parish of
No. 182. } Saint Andrew, district of Terrebonne, Plaintiff ;
against C. TURPAIN, trader, of Bryson, in the
county of Pontiac, district of Ottawa ; and PLA-
CIDE TURPAIN, farmer, of the parish of Saint
Andrew, district of Terrebonne ; and E. D. MAYO,
trader, of the city of Three Rivers, district of Three
Rivers, Defendants, to wit :

The property belonging to Placide Turpain, one
of the defendants :

A land situate in the parish of Saint Andrew,
district of Terrebonne, known and designated on
the official plan and book of reference for the said
parish of Saint Andrew, as numbers six hundred
and sixty-nine and six hundred and seventy (Nos.
669 and 670)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint Andrew, said district, on the TENTH
day of JANUARY next (1896), at ELEVEN of the
clock in the forenoon. Said writ returnable the
twenty-second day of January next (1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 4th November, 1895. 4104
[First published, 9th November, 1895.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } GAVIN J. WALKER,
Ste Scholastique, to wit : } of the parish of
No. 535. } Saint Jerusalem d'Argen-
teuil, district of Terrebonne, in his quality of
curator duly appointed to the insolvent estate of
Robert G. Meikle, Plaintiff ; against ANTHIME
ROBERT and LOUIS GAUTHIER, both farmers,
of the township of Chatham, said district, Defen-
dants, to wit :

The property belonging to Louis Gauthier, one of
the defendants.

A land situate in the second range of the town-
ship of Chatham, block C, district of Terrebonne,
known and designated on the official plan and in
the book of reference for the said township of
Chatham, as number four hundred and sixty-four
(No. 464)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the
parish of Saint Philippe d'Argenteuil, said district,
on the ELEVEN day of JANUARY next (1896),
at NOON. The said writ returnable on the twenty-
second day of January next (1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 4th November, 1895. 4102
[First published, 9th November, 1895.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, } LA BANQUE DU
Sainte Scholastique, } LE PEUPLE, a body poli-
to wit : No. 215a. } tic and corporate, having
its principal place of business in the city and dis-
trict of Montreal, Plaintiff ; against HILAIRE
PAPINEAU, farmer, of the parish of Saint Jan-
vier, HORMISDAS PAPINEAU, of the same
place, and WILFRID PAPINEAU ALIAS MONTI-
GNY ALIAS PAPINEAU dit MONTIGNY, of the
parish of Saint Canut, district of Terrebonne, Defen-
dants, to wit :

La propriété appartenant à Hilaire Papineau, l'un des défendeurs :

Une terre située en la paroisse de Saint-Janvier, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Janvier, sous le numéro deux cent quatre-vingt-trois (No. 283)—sans bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Janvier, dit district, le DIXIEME jour de JANVIER prochain (1896), à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour de janvier prochain (1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 4 novembre 1895.
[Première publication, 9 novembre 1895.] 4105

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **EPHREM HOUDE**,
No. 155. } Demandeur; contre
JEAN-BAPTISTE TESSIER, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Louiseville, sur la rue Sainte-Elizabeth, au nord d'icelle, et à son encoignure ouest sur la rue Saint-François-Xavier, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la ville de Louiseville, sous le numéro six cent quarante-huit (648).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, en la ville de Louiseville, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt et unième jour de janvier prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 6 novembre 1895. 4145
[Première publication, 9 novembre 1895.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **NAZAIRE BOURQUE**,
No. 564. } Demandeur; contre
ODILON BOURQUE, Défendeur.

1° Un terrain d'un arpent et demi de front sur environ neuf arpents de profondeur, situé en la paroisse de Saint-Célestin, dans le bas du "Pays Brûlé", renfermé dans les bornes suivantes; borné par le bout sud à la rivière dite Rivière-à Marot, par le nord à un morceau ou au numéro soixante et dix-huit (78), du côté nord-est à Exilia Hélie, et au sud-ouest à Adolphe Vigneau, lequel terrain fait partie du lot numéro cent quatre-vingt-sept (187), côté sud, des plan et livre de renvoi du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Célestin—sans bâtisses.

2° Une terre située en la même paroisse, dans le bas du "Pays Brûlé", et connu et désigné comme

The real estate belonging to Hilaire Papineau, one of the defendants :

A land situate in the parish of Saint Janvier, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Janvier, as number two hundred and eighty-three (No. 283)—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Janvier, said district, on the TENTH day of JANUARY next (1896), at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-second day of January next (1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.
Sainte Scholastique, 4th November, 1895.
[First published, 9th November, 1895.] 4106

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next, after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **EPHREM HOUDE**,
No. 155. } Plaintiff; against **JEAN BAPTISTE TESSIER**, Defendant.

A lot situate in the town of Louiseville, on Saint Elizabeth street, on the north thereof, at the west corner of it and Saint François Xavier street, known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for said town of Louiseville, as number six hundred and forty-eight (648).

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, in the town of Louiseville, on the FOURTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-first day of January next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 6th November, 1895. 4146
[First published, 9th November, 1895.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **NAZAIRE BOURQUE**,
No. 564. } Plaintiff; against
ODILON BOURQUE, Defendant.

1° A land of one arpent and a half in front by about nine arpents in depth, situate in the parish of Saint Célestin, at the lower end of the "Pays Brûlé," comprising within the following limits; bounded at the south end by the river called River à Marot, on the north by a piece or number seventy-eight (78), on the north east side by Exilia Hélie, and on the south west by Adolphe Vigneau, which land forms part of lot number one hundred and eighty-seven (187), south side, of the plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Saint Célestin—without buildings.

2° A land situate in the same parish, at the lower end of the "Pays Brûlé," and known and design-

étant la juste moitié latérale et longitudinale nord-est du numéro soixante et dix-huit (78), aux plan et livre de renvoi du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Célestin, d'un arpent et demi de front, plus ou moins, sur environ trente-cinq arpents et demi de profondeur; borné en front à Exilia Hélie, en profondeur aux terres de Saint-Grégoire, d'un côté au nord-est à Jean Ouellette, de l'autre côté au sud-ouest au résidu du dit lot numéro (78). A distraire au front la partie occupée par le chemin de fer du Grand-Tronc, embranchement d'Arthabaska; à distraire aussi la partie de route telle qu'actuellement existant sur la dite terre qui conduit au moulin connu sous le nom Clough ou ses représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Célestin, le QUATORZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de décembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 9 octobre 1895. 3767-2
[Première publication, 12 octobre 1895.]

ated as being the exact north east half lateral and longitudinal of number seventy-eight (78), on the plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Saint-Célestin, of one arpent and a half in front, more or less, by about thirty-five arpents and a half in depth; bounded in front by Exilia Helie, in depth by the lands of Saint-Grégoire, on one side to the north east by Jean Ouellette, on the other side to the south west by the residue of said lot number seventy eight (78). Reserving in front the part occupied by the Grand Trunk Railway, Arthabaska branch; reserving also the part of road as actually existing on said land which leads to the mill known as Clough's Mill or his representatives.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Célestin, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-sixth day of December next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 9th October, 1895. 3768
[First published, 12th October, 1895.]

ERRATUM.

Page 2422, 4e ligne, dans l'affaire de Ethier vs. Mailloux, au lieu de "Saint-Martin", dans la version française, lire "Saint-Valentin." 4189

ERRATUM.

Page 2422, 4th line, in the matter of Ethier vs. Mailloux, instead of "Saint Martin", in the french version, read "Saint Valentin." 4190

Avis du Gouvernement.

PROVINCE DE QUÉBEC.

—
Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste:

Adj. 6378.

Wolfestown.

Le $\frac{1}{2}$ sud-est du lot 3, du 11e rang, à Isaïe Comp-tois et Chrysostôme Roy.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 7 novembre 1895. 4191

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

—
Department of Crown Lands

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list:

Adj. 6378.

Wolfestown.

S. E. $\frac{1}{2}$ of lot 3, in the 11th range, to Isaïe Comp-tois and Chrysostôme Roy.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Crown Lands Department,
Quebec, 7th November, 1895. 4192

**Index des avis paraissant une première fois
dans la "Gazette Officielle".—No. 45**

	Pages
CERCLE AGRICOLE :	
Sainte-Anastasie de Nelson.....	2446
CIE CHEMIN DE FER CHATEAUGUAY ET NORD :	
Divers versements demandés.....	2461
CHEMIN DE FER :	
Assemblée générale annuelle de la Cie de la Richelieu et Lac Memphremagog...	2461
DEMANDES A LA LÉGISLATURE :	
Fusionner l'Ecole de médecine vétérinaire de Montréal avec l'Ecole vétérinaire française de Montréal.....	2455
ERECTION DE MUNICIPALITÉ :	
Village de Marbleton.....	2444
ERRATUM :	
Au lieu de Saint-Martin lire Saint-Valen- tin.....	2487
INSOLVENTS :	
Bouchard.....	2468
Buck.....	2469
Charette.....	2467
Cole.....	2468
Courville & Cie.....	2467
Fortin.....	2465
Grenier & Cie.....	2469
Heimerdinger.....	2469
Houde.....	2467
Johnson & Son.....	2468
Lancôt.....	2469
Leclair.....	2466
Miller.....	2467
Morrin & Co.....	2467
Nolton.....	2466
Porcheron.....	2468
Raphael & Hodges.....	2466
Rhéaume.....	2466
Weldon.....	2467
LIVRES AUTORISÉS :	
Pour les écoles protestantes ..	2448
LETtres PATENTES, DEMANDE DE :	
Perron, Desbiens & Cie.....	2462
LICITATION :	
Delle Sirois <i>et al</i> vs. Carrier <i>et al</i>	2470
NOMINATIONS :	
<i>Commissaires d'écoles :</i>	
Beauharnois.....	2443
Ottawa.....	2443
Terrebonne.....	2443
<i>Conseil de l'Instruction Publique :</i>	
Membre du.....	2444

**Index of notices appearing for the first time
in the "Official Gazette".—No. 45**

	Pages
FARMERS' CLUB :	
Sainte Anastasie de Nelson.....	2446
CHATEAUGUAY AND NORTHERN RAILWAY CO. :	
Several calls to be made.....	2461
RAILWAY :	
General annual meeting of shareholders of Richelieu and Lake Memphremagog...	2461
APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :	
To unite together "l'Ecole de médecine vétérinaire de Montréal" with "l'Ecole vétérinaire française de Montréal"....	2455
MUNICIPALITY ERECTED :	
Village of Marbleton.....	2444
ERRATUM :	
Instead of Saint Martin read Saint Valen- tin.....	2487
INSOLVENTS :	
Bouchard.....	2468
Buck.....	2469
Charette.....	2467
Cole.....	2468
Courville & Cie.....	2467
Fortin.....	2465
Grenier & Cie.....	2469
Heimerdinger.....	2469
Houde.....	2467
Johnson & Son.....	2468
Lancôt.....	2469
Leclair.....	2466
Miller.....	2467
Morrin & Co.....	2467
Nolton.....	2466
Porcheron.....	2468
Raphael & Hodges.....	2466
Rhéaume.....	2466
Weldon.....	2467
TEXT-BOOK :	
Authorized for protestant schools.....	2448
LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :	
Perron, Desbiens & Cie.....	2462
LICITATION :	
Delle Sirois <i>et al</i> vs. Carrier <i>et al</i>	2470
APPOINTMENTS	
<i>School Commissioners :</i>	
Beauharnois.....	2443
Ottawa.....	2443
Terrebonne.....	2443
<i>Council of Public Instruction :</i>	
Member of.....	2444

Juges de paix :

Gaspé.....	2444
Montréal.....	2444
Québec.....	2444
Saguenay.....	2444
Saint-François.....	2444
Terrebonne.....	2444

Justices of the peace :

Gaspé.....	2444
Montreal.....	2444
Quebec.....	2444
Saguenay.....	2444
Saint Francis.....	2444
Terrebonne.....	2444

RÈGLES DE COUR :

Foster vs. McAllister.....	2469
----------------------------	------

RULES OF COURT :

Foster vs. McAllister.....	2469
----------------------------	------

SÉPARATION DE BIENS :

Dme Daoust vs. Pinsonnault.....	2461
Dme Evans vs. Loiseau.....	2462
Dme Fay vs. Hogle.....	2461

SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Daoust vs. Pinsonnault.....	2461
Dme Evans vs. Loiseau.....	2462
Dme Fay vs. Hogle.....	2461

TERRES DE LA COURONNE :*Avis de cancellation, etc. :*

Canton Colbert.....	2446
Canton Taillon.....	2446
Canton Normandin.....	2447
Canton Peterborough.....	2447
Wolfestown.....	2487

CROWN LANDS :*Notice of cancellation, &c. :*

Township Colbert.....	2446
Township Taillon.....	2446
Township Normandin.....	2447
Township Peterborough.....	2447
Wolfestown.....	2487

VENTES PAR LES SHERIFS :**ARTHABASKA :**

Crépeau vs. Tree.....	2471
MacLeay vs. Dme Ricker.....	2471

SHERIFFS' SALES :**ARTHABASKA :**

Crépeau vs. Tree.....	2471
MacLeay vs. Dme Ricker.....	2471

JOLIETTE :

Dme Provençal vs. Lamoureux.....	2474
----------------------------------	------

JOLIETTE :

Dme Provençal vs. Lamoureux.....	2474
----------------------------------	------

MONTREAL :

Bourdreau vs. Corbeil.....	2477
Dme Couturier vs. Rozon.....	2475
Hardy vs. Jeuneteaux.....	2477
La Reine vs. Larkin.....	2476
Montreal Loan and Mortgage Co. vs. Propriétaires inconnus.....	2476

MONTREAL :

Bourdreau vs. Corbeil.....	2477
Dme Couturier vs. Rozon.....	2475
Hardy vs. Jeuneteaux.....	2477
The Queen vs. Larkin.....	2476
Montreal Loan and Mortgage Co. vs. Unknown proprietors.....	2476

QUEBEC :

Bourget vs. Dlle Collins.....	2478
Cité de Québec vs. Deslauriers.....	2478
Dme Guérard vs. Vaillancourt.....	2478

QUEBEC :

Bourget vs. Dlle Collins.....	2478
City of Quebec vs. Deslauriers.....	2478
Dme Guérard vs. Vaillancourt.....	2478

RICHELIEU :

Dme Morisset et vir vs. Tessier.....	2481
--------------------------------------	------

RICHELIEU :

Dme Morisset et vir vs. Tessier.....	2481
--------------------------------------	------

SAINT-FRANÇOIS :

McIver vs. McLean.....	2482
------------------------	------

SAINT FRANCIS :

McIver vs. McLean.....	2482
------------------------	------

TERREBONNE :

Banque du Peuple vs. Papineau.....	2485
Lafond vs. Turpin.....	2485
Walker <i>et al.</i> vs. Robert.....	2485

TERREBONNE :

Banque du Peuple vs. Papineau.....	2485
Lafond vs. Turpin.....	2485
Walker <i>et al.</i> vs. Robert.....	2485

TROIS-RIVIÈRES :

Houde vs. Tessier.....	2486
------------------------	------

THREE RIVERS :

Houde vs. Tessier.....	2486
------------------------	------

